OCTOBRE//NOVEMBRE 2014

transformer la Mondialisation ?

Dossier spécial mondialisation // Bertrand Badie : la gauche a une place dans la mondialisation et pour penser la mondialisation // Grèce : quand la crise pousse les grecs à développer de nouveaux modèles... leur mot d'ordre ? solidarité ! // Union Européenne : construire une alternative progressiste // De grandes ambitions pour l'Europe, de l'action pour le PGE // Peuples solidaires contre le changement climatique // Colloque diplomatie française : où est la boussole ? // L'Ukraine en voie de sécession ? // Amérique Latine : consolidation de la gauche ou restauration conservatrice ? // Bolivie : l'objectif stratégique de la transformation des ressources naturelles // Kurdistan : De retour du Kurdistan de Turquie // Élections législatives en Tunisie : nouveau paysage politique // Le Parti communiste algérien et le déclenchement de l'insurrection armée du premier novembre 1954 // Hommage Ben Barka // Liberté immédiate pour Wafaa Charaf // Yasser Arafat : les 10 ans de la disparition d'un grand dirigeant // Côte d'Ivoire : mobilisation pour la libération de Samba David // Chute de Compaoré, un espoir pour le Burkina Faso et pour l'Afrique // Agenda octobre // novembre 2014

LETTRE DU SECTEUR INTERNATIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

NOUS CONTESTONS LE CHOIX POLITIQUE D'ARRIMER LA POLITIQUE EXTÉRIEURE FRANÇAISE ET SA DÉFENSE AUX OBJECTIFS ET ORIENTATIONS DE L'OTAN QUI S'EST RÉVÉLÉ L'UN DES PRINCIPAUX FACTEURS D'INSTABILITÉ AU COURS DES DERNIÈRES DÉCENNIES. LES ÉVÉNEMENTS QUE TRAVERSENT LES PEUPLES DU PROCHE ET MOYEN-ORIENT ET D'AFRIQUE DE L'OUEST DEPUIS L'INTERVENTION EN LIBYE, OU ENCORE EN UKRAINE MONTRENT À QUEL POINT CE CHOIX A ÉTÉ DESTRUCTEUR.

EN FINIR AVEC L'ATLANTISME

Le chroniqueur français Bernard Guetta commettait le 14 octobre dernier un article dont il a le talent (celui de dire explicitement comment pensent les classes dirigeantes de notre pays) :

« La France n'est devenue ni atlantiste ni néoconservatrice. Ni plus ni moins occidentaliste que toujours, il se trouve seulement qu'elle est, avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, l'une des trois grandes démocraties à avoir à la fois une vision du monde et des moyens militaires et que sa détermination à agir quand il le faut n'a pas été amoindrie par l'aveuglement irakien de George Bush et de Tony Blair. Il se trouve aussi que l'opinion française est la seule en Europe à n'être pas gagnée par le pacifisme et que cela met la France en position d'être la vigie de l'Union. »

En trois phrases, et sur un mode particulièrement défensif, toute la pensée dominante est résumée : l'« occidentalisme » pour cadre (carcan) idéologique, la puissance militaire comme fondement et justification du rôle de « leadership » (en omettant de mentionner que ce rôle est contestable et contesté), le mépris absolu pour le pacifisme redevenu une forme d'insulte comme c'était le cas en 1914 dans la bouche haineuse des adversaires de Jaurès et des siens ; et puis cet aplomb permanent à renvoyer une image arrogante de la France qui serait sortie de la cuisse de Jupiter. Plutôt que de convaincre que notre pays a un rôle spécifique à jouer, cette litanie empêche de comprendre la réalité, de penser l'alternative et de construire du commun avec les peuples du monde.

Ainsi installé sur son piédestal, Maître Guetta en est convaincu :« il n'y a pas de rupture avec l'héritage gaullo-mitterrandien »… puisque « ni le général De Gaulle ni François Mitterrand n'étaient antiaméricains » assène-t-il pensant clore le sujet.

Il y a pourtant bel et bien eu quelques ruptures significatives ! Que l'on songe à 1995 et la première décision du nouveau président Jacques Chirac de rompre le moratoire sur les essais nucléaires, ou encore au retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN en 2007 décidée par Nicolas Sarkozy. Entre ces deux événements, et même s'il faut saluer la position française défendue par Dominique de Villepin à l'ONU en mars 2003 contre la guerre d'Irak lancée par les Etats-Unis, n'oublions pas que quelques mois plus tard, en décembre, la France approuvait pleinement l'adoption au Conseil de l'Europe de la Stratégie européenne de sécurité (SES) « Une Europe sûre dans un monde meilleur »...

Nous contestons le choix politique d'arrimer la politique extérieure française et sa défense aux objectifs et orientations de l'OTAN qui s'est révélé l'un des principaux facteurs d'instabilité au cours des dernières décennies. Les événements que traversent les peuples du Proche et Moyen-Orient et d'Afrique de l'Ouest depuis l'intervention en Libye, ou encore en Ukraine montrent à quel point ce choix a été destructeur.

Cette décision a consisté non à mutualiser les efforts diplomatiques en développant le multilatéralisme mais bien la dissuasion et les efforts de guerre comme instruments de puissance :« Les États-Unis ont joué un rôle capital dans l'intégration et la sécurité européennes, notamment par le biais de l'OTAN. La fin de la guerre froide a laissé les États-Unis dans une position dominante en tant qu'acteur militaire. Aucun pays n'est toutefois en mesure de faire face, seul, aux problèmes complexes de notre temps ». Le vrai problème est que si absence de rupture il y a, c'est entre la ligne atlantiste promue par Nicolas Sarkozy et accentuée par François Hollande depuis son élection.

Dénoncer l'atlantisme actif de la politique extérieure française et lui opposer une autre politique et vision internationales n'est donc ni une posture de principe et, encore moins ! un relent xénophobe mais bien l'expression de l'exigence de relations internationales fondées sur le droit international, l'égalité entre les peuples, le partage des richesses et le développement humain durable et écologique, la quête constante de paix, de solidarité et de justice telle que la Charte des Nations unies les a posés comme principes moteurs.

C'est ce combat pour la paix et la solidarité que mène le PCF et c'est cette orientation que la France aurait les moyens de promouvoir en sortant de l'OTAN, en recouvrant sa pleine souveraineté en matière de politique extérieure, en étendant le champ de ses partenariats bi- et multilatéraux visant la réduction des inégalités, l'instauration de biens communs universels, et en contribuant à replacer une ONU démocratisée au centre du « jeu » international.

Lydia Samarbakhsh
Responsable du secteur international du PCF

LA GAUCHE A UNE PLACE DANS LA MONDIALISATION ET POUR PENSER LA MONDIALISATION

Professeur à Sciences Po, spécialiste des relations internationales, Bertrand Badie organise un colloque sur la mondialisation. Il livre à la LRI son analyse de la situation dans un monde globalisé.

POURQUOI ORGANISER UN COLLOQUE SUR LA MONDIALISATION ?

Il y a énormément de malentendus sur la mondialisation.

En France, une voie facile a été prise, avec l'idée de « démondialisation » qui est la négation d'une réalité qui ne s'efface plus. Je veux aller à l'encontre de la thèse selon laquelle l'ordre international pourrait se construire sur des paramètres extrapolitiques et consensuels.

La mondialisation n'est ni un mal absolu ni une fatalité néolibérale à laquelle il faut concéder. Entre le négationnisme d'Arnaud Montebourg et l'apologie néo-libérale de Manuel Valls, il existe une vraie voie de gauche.

Hélas, celle-ci a toujours eu énormément de mal à définir une politique étrangère et à concevoir l'international. Elle a d'abord été prise au piège de la bipolarité et de l'affrontement Est/Ouest qui venait figer la réflexion pour se complaire ensuite dans une posture généreuse mais incomplète : la solidarité tiers-mondiste.

Ce mouvement, qui a accompagné la décolonisation et les premières décennies de ces nouveaux Etats issus de la décolonisation, fut éminemment positif pour notre monde actuel mais n'épuisait qu'une part de la réalité internationale.

D'ailleurs, il n'a pas toujours su procéder à la critique fondamentale du colonialisme à laquelle il devait conduire : il suffit de se rappeler l'attitude de la SFIO en France, ou même celle du PCF lorsqu'il votait les pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet ou réagissait étrangement aux premiers sursauts du mouvement indépendantiste algérien lors des émeutes du 8 mai 1945 à Sétif [1].

Cette lecture tiers-mondiste que la gauche a pu faire des relations internationales nous a ensuite davantage figés dans une solidarité de cœur avec les peuples opprimés alors qu'au-delà, il fallait découvrir les vrais enjeux froids des relations internationales. De ces remarques découle ma conviction selon laquelle il n'y a jamais eu de vraie construction de gauche, ni de la politique étrangère, ni de l'international, ni aujourd'hui de la mondialisation.

Or il existe une place pour la gauche en France aujourd'hui mais aussi pour une réflexion de gauche sur la politique internationale. Le monde d'aujourd'hui reflète des réalités qui avaient jadis conduit à construire une gauche à l'échelle des nations : les questions de l'égalité, de la justice sociale, des droits de l'homme, de la dignité et du respect de l'autre. Elles avaient fait jaillir une pensée de gauche à l'intérieur des nations et doivent en faire jaillir aujourd'hui une à l'échelle mondiale. La mondialisation est le fait majeur de notre tournant de millénaire. Il n'y a aucune raison qu'elle n'existe qu'à travers la pensée libérale !

COMMENT DÉFINIR LA MONDIALISATION ?

Il faut la rapprocher de trois critères qui sont sources de trois innovations fortes.

Premièrement, l'inclusion. Pour la première fois de son histoire, l'humanité tout entière est rassemblée sur la même scène à l'exception de quelques rares cas, dont celui du peuple palestinien qu'on ne laisse pas sortir du temps colonial. Cet effort d'inclusion doit être accueilli positivement. Il marque la fin, ou la quasi- fin, du colonialisme, des cloisonnements, de l'ignorance de l'autre…

Cette appartenance commune à un même ensemble implique de défendre des biens communs de l'humanité et invite à considérer qu'aujourd'hui les violents contrastes sociaux qui opposent entre elles les différentes parties de l'humanité sont devenus l'enjeu international majeur. La mondialisation rend les inégalités visibles alors qu'elles étaient jusqu'ici secrètes ou cachées. L'exigence première de la mondialisation est donc un formidable effort d'intégration sociale internationale qui ressemble à l'effort d'intégration nationale accompli à la fin du 19e siècle.

Deuxièmement, l'échange et la mobilité. La vision néolibérale prédominante limite cet échange généralisé aux seules marchandises. Grâce à la mondialisation, circulent pourtant aussi les idées, les images, et surtout les hommes. La mondialisation nous prépare à un monde dans lequel le migrant sera l'avenir de l'homme et qu'il convient d'aménager en ce sens. Cette vision humaniste de l'échange et de la mobilité doit être prise en compte pour construire une autre politique mondiale.

Troisièmement, l'interdépendance généralisée. Aujourd'hui, tout le monde dépend de tout le monde. Hélas le faible continue à dé-

pendre du fort, mais, de plus en plus, le fort dépend aussi du faible. Ainsi le leadership, l'hégémonie ne fonctionnent plus comme autrefois : ils se trouvent de plus en plus mis en échec et chacun dispose de moyens et d' arguments pour faire pression efficacement sur l'autre. Ceci implique une vraie gouvernance mondiale. Il n'y a pas de raison de laisser la droite en définir les conditions : il y a là aussi place pour une gouvernance mondiale de gauche.

En France, nous avons été les premiers à penser ce qu'elle pourrait être à travers notamment le solidarisme issu de la sociologie durkheimienne. Léon Bourgeois, premier président de la Société des Nations, est le premier acteur politique à avoir compris que le monde de demain était un monde de solidarité entre sociétés et nations, qui devrait œuvrer à la redistribution à l'échelle mondiale. Nous sommes armés pour entrer dans cette gouvernance de la mondialisation avec nos propositions – encore faut-il les élaborer.

MAIS LES ETATS-UNIS ESSAYENT D'IMPOSER LEURS POSITIONS DANS LE MONDE ; L'UNION EUROPÉENNE SEMBLE PARFOIS FAIRE PREUVE DE NÉOCOLONIALISME COMME DANS LES PAYS ARABES OU EN AFRIQUE… VOTRE VISION PARAÎT OPTIMISTE !

Je ne le crois pas ! Cette reprise en main est un échec. Face à cette nouvelle configuration du monde, les Etats-Unis ont eu une attitude offensive dont la marque principale fut le néoconservatisme du début de ce siècle; il était porteur d'un projet messianique visant à recoloniser le monde à travers la fameuse formule de « regime change ». Mais il a échoué, partout. Avant même qu'il ne vienne à naître, la défaite américaine au Viet-Nâm était annonciatrice d'un début réel d'impuissance de la puissance.

Ensuite, cet échec a été confirmé partout où les Etats-Unis sont intervenus : en Somalie, en Irak, en Afghanistan. Les Etats-Unis n'ont gagné aucune guerre depuis 1945 alors qu'ils couvraient près de la moitié des dépenses militaires du monde. L'Europe a essayé effectivement de suivre : les résultats n'ont guère été meilleurs.

Ces échecs sont en train de nourrir une nouvelle réflexion. Barack Obama n'est pas George W. Bush et fait preuve de prudence avant de se lancer dans des interventions qui encore une fois ont toutes été funestes. Aujourd'hui, la plupart des pays européens refusent de suivre la France lorsqu'elle intervient de façon spectaculaire mais brouillonne en Afrique. Nous entrons bien dans un monde nouveau.

Les gouvernements français sont hélas à la traine dans la découverte de ce nouveau monde qui avait été pourtant pressenti par le Général de Gaulle et François Mitterrand, notamment. De tous les Etats occidentaux, la France apparait aujourd'hui comme celui qui est le plus attaché à ce monde passé, alors qu'elle était, il y a un demi-siècle, à la pointe de cet effort de conceptualisation nouvelle !

LES MÉDIAS ÉVOQUENT AUSSI UN DANGER « TERRORISTE » ET UNE LUTTE CONTRE CE « TERRORISME ». CE DANGER EXISTE-T-IL RÉELLEMENT ?

Je n'emploie jamais le terme « terrorisme » car il est imprécis et trop facile : on le présente volontiers dans les médias et dans une certaine classe politique comme le danger le plus grave qui pèse sur la planète. Gardons la tête froide !

Le « terrorisme » ,avec ses crimes que nous lui connaissons, fait infiniment moins de victimes dans le monde que la faim : celle-ci tue 2800 personnes toutes les trois heures, l'équivalent de l'attaque sur le Wall Trade Center, mais huit fois par jour! Le terrorisme, à côté de cela, ou de certaines guerres, comme celle du Congo qui a fait 6 millions de morts, apparaît presque dérisoire. Or depuis 15 ans, on nous parle de guerre contre le terrorisme, mais jamais de guerre contre la faim.

La réalité est que nous sommes dans un monde qui tient en partie ses dangers de la diffusion et de la prolifération de la violence. Autrefois, la violence internationale était limitée à celle des armées les unes contre les autres. Ceci épargnait jadis les populations civiles et naguère ne touchait que marginalement celles-ci.

Aujourd'hui, chacun est une cible potentielle plus encore que le militaire de profession. Celui-ci est d'une certaine manière plus protégé que le passager d'avion ou le voyageur du métro ! Cette diffusion de la violence tient pour beaucoup non pas à une stratégie d'Etat, mais à une pathologie de plus en plus grave des sociétés.

Depuis la décolonisation, les sociétés du Sud vont mal ; depuis 50 ans, elles voient leurs chances d'intégration nationale, régionale et mondiale diminuer jusqu'à pratiquement l'inexistence.

Depuis 50 ans, des populations entières sont dans le désespoir et donc livrées à la propagande des entrepreneurs de violence. Ces groupes ultra-minoritaires construisent leur succès sur des appels à des populations frustrées, mal organisées, méprisées, en proie à la faim, au chômage, bref à l'inexistence.

S'il y a de 300 000 à 500 000 enfants soldats dans le monde, c'est parce qu'il y a autant de gamins qui, se sentant complètement laissés pour compte, ne pensent avoir d'autres choix que de répondre à l'appel de ces funestes entrepreneurs. Il faut casser ce cycle. Le jour où ils n'auront plus de clientèle, ils n'existeront plus. Et ce qu'on appelle le « terrorisme » pourra enfin réellement régresser.

En revanche, combattre le terrorisme en utilisant les instruments militaires classiques, voire en faisant la guerre conduit souvent aux résultats contraires, pour faire en fin de compte le jeu de ces nouveaux seigneurs de la guerre. Ceux-ci ne demandent qu'une chose : qu'on leur apporte la guerre pour justifier auprès de leur population du statut qu'ils s'attribuent de défenseurs des petits du Sud face aux puissants du Nord chrétien.

C'était bien le sens de la provocation de l'Etat islamique lorsqu'il a décapité ces malheureux espérant ainsi – et il a réussi – enclencher une réaction militaire des puissances occidentales. Je ne vois pas d'issue positive en continuant dans cette direction.

EST-CE UN AFFRONTEMENT DE CULTURE, COMME L'AFFIRMAIT HUNTINGTON ?

Le clash des civilisations est un véritable cancer de la pensée, c'est-à-dire une façon de transformer la réalité de manière à servir une idéologie qui, à mesure qu'elle se développe, devient porteuse d'un véritable danger. Il n'y a pas de conflit de civilisation car ni les civilisations, ni les cultures, ni les religions n'ont été forgées pour s'opposer les

LES QUESTIONS INTERNATIONALES ET MONDIALES SONT POURTANT MAL OU NON TRAITÉES PAR LES MÉDIAS, LES CAMPAGNES ÉLECTORALES, ET EN PARTICULIER PRÉSIDENTIELLES. AINSI, IL N'Y A PAS EU DE RÉEL DÉBAT PUBLIC LORSQUE LA FRANCE A COMMIS L'ERREUR MONUMENTALE DE RENTRER DANS L'OTAN EN 2009

unes aux autres. Il n'y a aucune raison de considérer que l'Islam tout comme le christianisme, le judaïsme ou le bouddhisme sont par essence condamnés à entrer en guerre les uns contre les autres.

En revanche, l'Islam correspond sur la carte du monde aux plus grandes zones de pauvreté, porteuses d'Etat faibles, violents, et autoritaires. Ceux qui ne veulent plus s'identifier à la domination occidentale ou aux régimes locaux souvent tyranniques et profondément antidémocratiques n'ont souvent d'autres choix que d'aller chercher la bannière de l'Islam.

Penser qu'elle est cause de combat alors qu'elle n'en est que le reflet est un non sens qui conduit directement à la haine et donc à des conséquences terribles. Il suffit de voir comment les musulmans sont traités et stigmatisés dans les pays d'Europe occidentale et en particulier en France.

Tout ceci est inadmissible, contraire à nos valeurs et extrêmement dangereux. Ce ne sont pas les civilisations qui sont dangereuses, c'est la pensée de M. Huntington.

LE CLASH DES CIVILISATIONS EST UN VÉRITABLE CANCER DE LA PENSÉE, C'EST-À-DIRE UNE FAÇON DE TRANSFORMER LA RÉALITÉ DE MANIÈRE À SERVIR UNE IDÉOLOGIE QUI, À MESURE QU'ELLE SE DÉVELOPPE, DEVIENT PORTEUSE D'UN VÉRITABLE DANGER.

VOUS ÉVOQUIEZ LE NÉOLIBÉRALISME. IL SEMBLE QUE DES CARCANS, RÉPONDANT À DES DOGMES LIBÉRAUX, ONT ÉTÉ MIS EN PLACE AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE. SI UN PAYS VOULAIT MENER UNE POLITIQUE DE GAUCHE, LE POURRAIT-IL ?

Il est vrai qu'il existe des carcans. C'est d'ailleurs une des conséquences de ces logiques d'interdépendance que je décrivais tout à l'heure et dont on devient vite prisonnier. Mais l'histoire a montré une chose imparable : on n'est jamais prisonnier des institutions ni même des logiques de domination existantes. Si les peuples européens s'expriment, ces carcans sauteront.

On ne peut pas adhérer à des valeurs démocratiques et, en même temps, y rester totalement sourds. La question européenne, de ce fait, se ramène à une alternative : ou l'UE se réforme en tenant compte de ce qu'est l'évolution de son tissu social ou elle se bloque, ce qui semble être le cas aujourd'hui, et dans ce cas elle dépérit, ce qui constitue une menace réelle dans notre conjoncture. L'UE a beaucoup perdu ces 10 dernières années de sa vertu régulatrice.

Elle n'a pas su répondre à la profondeur de la crise apparue en 2007-2008. Jamais l'UE n'a été aussi peu populaire dans les opinions publiques. Elle est dans une véritable paralysie.

Tout en étant convaincu de l'intégration européenne, je n'exclue pas hélas l'hypothèse d'un effondrement de l'UE et la nécessité alors de reconstruire d'autres formes d'intégration et de solidarité. Il serait dangereux de s'en réjouir, car nous avons besoin, tant de l'Europe que d'une monnaie commune.

DANS LE CADRE DE CE COLLOQUE, VOUS SOUHAITEZ DONC CONTRIBUER À CE QUE LES POPULATIONS REPRENNENT LA MAIN. AVEZ-VOUS DES SUGGESTIONS ?

Je vois trois directions. La première, c'est l'information et le débat public. L'international correspond encore à ce vieux domaine réservé de jadis. Or, c'est l'affaire de tous. Les questions internationales et mondiales sont pourtant mal ou non traitées par les médias, les campagnes électorales, et en particulier présidentielles.Ainsi, il n'y a pas eu de réel débat public lorsque la France a commis l'erreur monumentale de rentrer dans l'OTAN en 2009...

Le monde westphalien, interétatique, est fini. Nous sommes dans un monde où il y a, grâce à la mondialisation, 7 milliards d'acteurs potentiels.

Il y a maintenant une citoyenneté de la vie internationale, un activisme potentiel. Si les acteurs sociaux n'interviennent pas sur des questions aussi fondamentales que le climat, la protection de l'environnement, le respect de la vie humaine, en laissant les Etats seuls, le risque d'échec sera considérable.

Enfin, il faut avoir les clés pour bâtir un monde nouveau et construire l'altérité. Ne voir que soi-même est le grand défaut de l'Occident.

Il est trop facile de faire face à la montée en puissance de la Chine en la stigmatisant. L'Amérique latine, en particulier le Brésil, l'Afrique dans toute sa complexité, l'Inde, la Turquie, l'Iran sont des acteurs nouveaux du jeu international. Il faut savoir transiger avec l'autre. Quand on aura gagné la bataille de l'altérité, on aura gagné la bataille de la mondialisation.

(1) Sur ce point de vue, le PCF revient sur la période et ses positions dans la brochure : « Le PCF et la guerre d'Algérie. Retours sur l'Histoire »

Entretien réalisé par
Fabien Perrier

A LIRE :

BERTRAND BADIE, LE TEMPS DES HUMILIÉS. PATHOLOGIE DES RELATIONS INTERNATIONALES. EDITION ODILE JACOB

COLLOQUE
UNE REPONSE DE GAUCHE À LA MONDIALISATION

VENDREDI 5 DÉCEMBRE DE 9 H À 17 H

SALLE CLEMENCEAU SENAT // PARIS

PARTICIPATION SUR INSCRIPTION

RENSEIGNEMENT LEM@PCF.FR

QUAND LA CRISE POUSSE LES GRECS À DÉVELOPPER DE NOUVEAUX MODÈLES… LEUR MOT D'ORDRE ? SOLIDARITÉ !

Le domaine de la santé est l'un des plus touchés, en Grèce, par la crise. Alors, médecins, pharmaciens… et tous les volontaires bénévoles, ont créé des hôpitaux d'urgence qui fleurissent partout dans le pays pour apporter les premiers soins. Reportage.

« Je ne pouvais pas ne rien faire ». Face à l'urgence de la situation grecque, où les citoyens peinent à se soigner, Marie Demenaga, dentiste à la retraite, a repris du service. Bénévolement depuis septembre 2012, cette ancienne directrice du département dentaire de l'Hôpital de la Croix Rouge revêt de nouveau sa blouse blanche 6 heures par semaine pour pratiquer au « dispensaire social solidaire métropolitain », à Ellinikon, en banlieue d'Athènes.

« Ceux qui fréquentent ce dispensaire sont issus de toutes sortes de catégories sociales : ouvriers, enseignants, ingénieurs… Tous au chômage ! J'ai même soigné une poétesse grecque dont les œuvres sont traduites en 7 langues », confie cette élégante retraitée qui, lors de ses consultations hebdomadaires, « voit en moyenne 14 patients ».

Partout dans le pays, ce type d'initiatives fleurit, à côté de l'action d'associations comme Solidarité Populaire, Médecins du monde ou Médecins sans frontières.

A Exarchia, quartier bohème du centre d'Athènes, un havre de solidarité a ouvert en janvier 2013 en haut d'un immeuble grisâtre : la clinique sociale Kifa. Un peu plus loin, en banlieue d'Athènes, à Koridalos, au 3ème étage d'un immeuble regroupant des services sociaux de la mairie, Michaelis Psaltachos, radiologue dans ce centre, fait partie de ceux qui l'ont créé et qui, au quotidien, offre leur temps, et son cabinet pour faire les examens nécessitant de coûteux appareils. « Finalement, la crise a renforcé la solidarité », affirme-t-il.

A la tête de ce mouvement, une association, Solidarité pour tous, et surtout un cardiologue, Giorgos Vicahs. « Personne ne doit rester sans soin ! », déclare-t-il. En 2012, il était seul à aller voir le maire d'Ellinikon pour obtenir un local, lui affirmant même qu'il avait convaincu de nombreux collègues. Une quinzaine de confrères et consœurs ont ensuite accepté de tenter l'expérience.

Depuis, généralistes, oncologues, dentistes, gastro-entérologues… Presque toutes les spécialités médicales, et 90 praticiens, participent désormais à l'expérience de ce centre ouvert tous les jours, le matin puis de 16 h à 20 h, sans désemplir. En un an, près de 6500 patients ont fréquenté le dispensaire. D'autres ont été dirigés vers des hôpitaux. « Ici, nous ne prodiguons que les premiers soins », explique le fondateur du centre. « Pour des problèmes plus graves, comme des cancers, certaines opérations etc., nous avons passé un accord avec des cliniques privées pour qu'elles soignent gratuitement les patients. Et trois directeurs d'hôpitaux publics ont accepté aussi d'accepter des patients », poursuit-il.

Aider, donc. Ce raisonnement, médecins, secrétaires, pharmaciens, patients… ils sont quasiment unanimes à le faire. En ajoutant, du côté du corps médical, que ces expériences font réfléchir, aussi, sur le système médical actuel et d'avant la crise. Différentes associations ont été contactées en Europe qui envoient médicaments, matériels…

Syriza contribue aussi au financement. Pour l'instant, ces bénévoles collectent les médicaments, les ustensiles nécessaires aux fonctionnements des centres, partagent leurs expériences, se débrouillent pour que chacun soit soigné.

Avec un mot d'ordre : la solidarité avant que ces centres disparaissent sous cette forme mais que le meilleur de ce qu'ils ont créé soit conservé : rendre la médecine accessible, offrir son savoir, et aller consulter en laissant les présupposés de côté.

LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS EN MISSION EN GRÈCE

« Notre volonté est qu'il y ait un grand effort au niveau européen pour que la solidarité se développe au-delà des frontières, a déclaré Julien Lauprêtre, le président du SPF. Avec d'autres associations européennes, nous avons un rôle à jouer pour que les gens soient moins malheureux. » C'était le 1er novembre 2014. Le Secours populaire français et son partenaire grec Solidarité populaire avaient alors organisé trois journées de distribution de nourriture aux plus démunis, dans divers sites de la banlieue d'Athènes et à Patras. Des centaines de personnes ont été accueillies. 5000 familles ont reçu de l'aide et de la nourriture durant ces trois jours. Mais au-delà, les bénéficiaires venaient aussi chercher un peu de chaleur, d'amitié et de partage. Ils ont ainsi pu profiter d'une soirée au cours de laquelle différents artistes grecs ont interprété leurs œuvres, voir un match de basket… Car l'idée est aussi de mettre en relation les populations, montrer qu'elles ne sont pas seules et de leur donner l'espoir en un futur meilleur. Dont la première arme : la nourriture.

CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE

L'accélération de la mise en œuvre des politiques néolibérales et de régression sociale dans toute l'Europe a profondément renforcé le caractère et les finalités « austéritaires » des politiques et des institutions de l'UE, avec pour conséquences une régression des droits sociaux et démocratiques. Résistances et luttes pour une alternative progressiste deviennent des impératifs cruciaux.

Le renouvellement des institutions européennes après les élections de mai 2014, avec la nomination de la Commission Junker (28 commissaires dont 20 de droite et 8 sociaux démocrates) et des autres instances du pouvoir (le polonais Donald Tusk, Président du Conseil) confirment un renforcement de la politique de droite (18 pays de l'UE sur 28 sont dirigés par la droite y compris, les quatre pays où elle conduit des gouvernements de grande coalition avec les sociaux démocrates).

De plus, dans les élections nationales qui se sont déroulées en même temps que les européennes (Belgique) ou depuis (Bulgarie, Suède), l'avancée inquiétante de la droite extrême ultra nationaliste se confirme. Dans ce contexte, la commission Juncker a été intronisée grâce aux votes du PPE, des Libéraux et des sociaux-démocrates (à l'exception des socialistes espagnols et portugais) ; les groupes de la GUE-NGL, des Verts et l'extrême droite ont, eux, voté contre.

Cette élection a donné lieu à un grand marchandage et à un chantage aggravé entre droite et sociaux démocrates. Elle a débouché sur l'approbation de certains commissaires malgré leur profil liberticide.

Pourtant à peine élue « sous ces bons auspices » comme l'a déclaré le président social démocrate du Parlement européen, Martin Schultz ; Juncker a présenté la feuille de route d'une Commission annoncée comme celle de la « dernière chance », d'un « nouveau souffle » pour une Europe en crise.

UN « NOUVEAU SOUFFLE » POUR LA COMMISSION ? NON ! LES PRIORITÉS RESTENT LES MÊMES

Or les priorités restent les mêmes : «le pacte de stabilité sera respecté, il n'est pas question d'en changer les règles, mais il faut user de toute la flexibilité permise par les traités.»

Or aucun assouplissement réel n'est permis dans le cadre de la gouvernance austéritaire renforcée imposée par les traités (la règle d'or de la réduction du déficit public, c'est-à-dire de la baisse de la dépense publique pratiquement constitutionnalisée).

Les budgets des Etats seront donc de plus en plus strictement encadrés, surveillés ; les gouvernements sont sommés d'obéir aux diktats de Bruxelles ; la souveraineté populaire bafouée et les grandes conquêtes sociales et démocratiques inscrites dans nombre de Constitutions sont réduites comme peau de chagrin. Certes les gouvernants européens et leur exécutif piloté par la Troïka UE-FMI, sont conscients des risques de rejet de leur politique par les peuples, dans une Europe plongée dans la dépression économique où chômage, pauvreté et inégalités ont explosé et où les écarts Nord–Sud et générationnels se sont accentués ; Mario Dragui, le président de la BCE, devant la Brookings Institution de Washington, soulignait que « si les gouvernements ne s'attèlent pas à activer les réformes structurelles, ils disparaitront de la scène politique parce qu'ils ne seront pas réélus » (La Repubblica 10-10-2014).

MISE EN CAUSE DE L'ETAT SOCIAL, RÉGRESSION DES DROITS DÉMOCRATIQUES... MAIS REGAIN DES RÉSISTANCES

Or, toute relance de l'activité économique ne sera envisagée que si celle-ci assure une plus grande compétitivité pour le capital, reste ainsi dans le cadre d'un contrôle des dépenses publiques et sociales et que si sont activées partout les réformes structurelles concernant « l'Etat providence » et celles du marché du travail. Les 300 milliards d'investissements annoncés par Juncker répondent aux mêmes caractéristiques.

Cela se traduit en Italie, par le « Jobs Act » de Matteo Renzi visant à faciliter la flexibilité du marché du travail, ce qui intéresse Manuel Valls sommé lui aussi de se confronter aux rigidités du marché du travail alors que celles-ci « restent des points de forte crispation sociale » (Marc Lazar, JDD 28-10-2014).

Ces politiques qui mettent en cause l'Etat social, l'emploi, la justice sociale sur l'autel de la finance, entraînent une profonde régression des droits sociaux et démocratiques. Elles se heurtent néanmoins à de fortes résistances sociales et populaires. Mobilisations en Grande-Bretagne, inédites depuis les années Thatcher, pour la défense du public de santé et contre la baisse des salaires dans la fonction publique.

En Italie, dans un contexte difficile pour la gauche de transformation sociale, la CGIL a rassemblé des centaines de milliers de personnes pour défendre le droit du travail.

Au Portugal, luttes sociales se poursuivent avec en ce début d'automne, les salariés de la fonction publique massivement engagés contre la politique budgétaire du gouvernement de droite.

En Espagne, face à l'émergence sociale et dans un pays touché par une profonde crise du système politique, les « marches pour la dignité » ont prévu, fin novembre, de très larges mobilisations dans l'ensemble du pays.

En Belgique sont en cours les plus fortes mobilisations sociales depuis trente ans, contre les coupes budgétaires.

En France, la gauche de transformation se remobilise et appelle à manifester le 15 novembre avec le collectif Alternative à l'austérité, pour dire Non au budget du gouvernement socialiste. En Grèce, où les syndicats préparent une grève générale pour dénoncer les coupes budgétaires, la sortie des mémorandums d'austérité et la renégociation de la dette du pays seront au cœur des élections du printemps prochain.

Dans un tel contexte, la construction d'alternatives et de convergences politiques progressistes majoritaires devient un impératif crucial non seulement pour refuser les diktats de Bruxelles, mais pour porter dans chaque pays et en Europe un nouveau projet de développement social et écologique coopératif et solidaire, rompant avec les politiques des traités européens actuels.

José Cordon
Commission des relations internationales

DE GRANDES AMBITIONS POUR L'EUROPE, DE L'ACTION POUR LE PGE

C'est dans un contexte où l'UE est en crise, mais continue d'opter pour l'austérité, que le PGE a tenu, à Athènes, son bureau exécutif. Il a défini 5 axes de bataille.

Fort des progrès obtenus par la gauche européenne en mai dernier mais inquiet de l'enfoncement dans l'austérité, des risques nouveaux de « tornade économique et financière », de la crise politique et des menaces sur la paix, le Bureau exécutif d'Athènes a décidé d'engager le PGE « vers une nouvelle étape de luttes pour stopper l'austérité et pour la refondation sociale et démocratique de l'Europe ». L'objectif énoncé par Pierre Laurent dans son propos introductif est clair : « être à la hauteur du besoin d'alternatives de gauche en avançant des solutions crédibles et en prenant les initiatives adéquates ».

CINQ GRANDS AXES DE BATAILLE RESSORTENT DE LA RENCONTRE.

Pour faire face à la crise, la priorité est à la relance sociale et écologique, pour l'emploi et les services publics. A l'occasion du débat sur le plan Juncker, le PGE rendra public un plan alternatif d'investissement visant un nouveau type de développement en Europe, avec des propositions concrètes pour le traitement de la dette, la suspension du traité budgétaire européen et un nouveau rôle de la BCE.

Deuxièmement, le PGE s'engage à amplifier la campagne pour mettre en échec les accords TIPP/CETA/TISA en soutenant l'initiative citoyenne auto-organisée et les actions des élus de gauche qui se battent dans les institutions. Troisièmement, après la victoire féministe contre la loi Gallardon en Espagne le PGE lance une nouvelle campagne pour les droits des femmes au travail au moment où elles sont partout en Europe les premières victimes des politiques d'austérité et de dumping social.

Quatrième priorité : la réussite de COP 21.

Le sommet sur le climat se tient à Paris en décembre 2015, nous voulons contribuer à la mobilisation pour obtenir des gouvernements la ratification d'objectifs contraignants et différenciés de lutte contre le dérèglement climatique.

Enfin, face aux manifestations d'agressivité impérialistes, la mobilisation du PGE sera totale pour la paix en Ukraine, contre l'action des groupes ouvertement fascistes, contre l'Otanisation de l'UE ; pour la reconnaissance de l'Etat de Palestine ; pour la libération et la réunification de Chypre, pour la solidarité avec les combattants de Kobane.

La suite de la discussion a porté sur les urgences et les espaces de rassemblement politique. L'année 2015 sera une année de confrontation politique majeure en Grèce et une victoire de Syriza est possible. Il est évident que cela constitue un défi majeur et une bataille pour l'ensemble de la gauche européenne.

Alexis Tsipras a appelé à « l'assistance active de l'ensemble des forces du PGE » pour soutenir le probable premier gouvernement de gauche en Grèce qui devra faire face, fort d'un « mandat du peuple grec » et d'un programme « garantissant la sécurité et la stabilité sociale » (présenté en septembre à la Foire internationale grecque, il est maintenant connu sous le nom de « programme de Thessalonique ») à de difficiles négociations au plan européen.

TROIS GRANDES INITIATIVES DE RASSEMBLEMENT POUR DES ALTERNATIVES DE GAUCHE SONT À L'AGENDA DU PGE.

A l'appel de nos camarades espagnols et grecs, se tiendra à Barcelone, le 24 janvier prochain un forum du Sud de l'Europe pour une issue sociale à la crise européenne auquel participera Pierre Laurent.

En France, les 30 et 31 mai en référence à la victoire du « non » au TCE il y a dix ans le 29 mai 2015, nous organiserons un Forum européen des alternatives.

Nous voulons construire un Forum ouvert à toutes les forces disponibles pour travailler à des alternatives de gauche à l'austérité, membres et observateurs du PGE, autres forces partie prenante de la GUE-NGL, autres forces de gauche et écologistes, réseaux et forces sociales et citoyennes, forces syndicales.

Un appel européen, qui sera décliné par des appels dans chaque pays, est en préparation. Ce sera un moment important dans l'agenda militant du PCF. Enfin, se tiendra à Helsinki, à l'automne prochain une nouvelle édition du Parlacon qui réunit les parlementaires européens, nationaux et les élus locaux des forces de la Gauche européenne afin de renforcer la coordination de toutes nos luttes contre l'austérité.

Anne Sabourin
représentante du PCF au bureau exécutif du PGE

EN FRANCE, LES 30 ET 31 MAI EN RÉFÉRENCE À LA VICTOIRE DU «NON» AU TCE IL Y A DIX ANS LE 29 MAI 2015, NOUS ORGANISERONS UN FORUM EUROPÉEN DES ALTERNATIVES.

PEUPLES SOLIDAIRES CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

En ce qui concerne le changement climatique, un mot revient sans cesse : urgence. Lors de la Conférence de Paris en novembre 2015, ces questions seront au centre des débats. Elles impliquent un traitement juste, et respectueux du développement des pays du Nord et Sud, et qui ne saurait se faire contre eux.

En novembre 2015, le monde s'est donné rendez vous à Paris pour se pencher une nouvelle fois sur la lancinante question du changement climatique. Le degré de dégradation du climat a atteint aujourd'hui un niveau alarmant et ne peut plus laisser indifférents même les peuples des pays en développement, qui ont longtemps pensé que c'était un problème de pays développés.

C'est en perspective de cette rencontre internationale, que le Parti communiste français a pris l'initiative, au lendemain de la Fête de l'Humanité, de nous convier à une rencontre d'échange à son siège, immeuble Colonel Fabien.

Cette rencontre des forces progressistes et communistes a permis aux participants de prendre la pleine mesure du danger pour l'humanité, du niveau inquiétant atteint par la dégradation du climat. Dégradation du fait de l'utilisation abusive des énergies fossiles, de l'intensification de la production industrielle, en développant à outrance des technologies et moyens de transport à grand « effet de serre », de la modernisation capitaliste productiviste et polluante de l'agriculture des pays développés, et de la course effrénée du capital pour la maximisation du profit à l'échelon mondial.

La prise de conscience progressive des risques de destruction de notre planète que fait courir au monde ce stade avancé du développement du mode de production capitaliste, a fait naître, dans les pays développés, de puissants mouvements écologistes et de lutte pour préserver la planète. Les Communistes en ont fait une partie intégrante de la lutte des travailleurs salariés, dans la voie de la transformation socialiste du système capitaliste.

EN NOVEMBRE 2015, LE MONDE S'EST DONNÉ RENDEZ VOUS À PARIS POUR SE PENCHER UNE NOUVELLE FOIS SUR LA LANCINANTE QUESTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

Les grandes puissances sont aujourd'hui de plus en plus acculées par leurs travailleurs et les peuples des pays en développement, pour prendre des engagements internationaux contraignants afin de réduire la dégradation du climat à un seuil compatible avec la préservation d'un cadre de vie sain et sécurisé pour les populations, et pour la biodiversité.

C'est dans ce cadre, devant les réticences des USA, de la Chine, de la Russie et de l'Inde, que l'Union Européenne vient de prendre des engagements de « minimas », en direction de la Conférence internationale de Paris de 2015 sur le Climat.

Cette décision est incontestablement un pas dans la bonne direction, mais, si elle reste uniquement européenne et non globale, elle risque comme les engagements antérieurs, d'être fondamentalement inefficace.

En effet, ces « minimas » ne tiennent pas suffisamment compte de la nature « globale » du problème, qui fait que grâce aux « délocalisations », les entreprises les plus polluantes d'Europe, transfèrent leurs activités dans les pays en développement, où en plus d'une main d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à volonté, elles échappent aux contraintes que leur imposent les normes européennes en la matière.

Cette pratique de délocalisation est même légalisée à travers l'institution de «crédits carbone» affectés aux pays moins pollués, qui peuvent les vendre aux entreprises qui veulent échapper aux normes de dépollution de leurs activités.

De cette manière, il se produit un « transfert de pollution » d'une zone dite « protégée » à une autre « non protégée », de sorte que globalement, les taux de réduction programmée ne sont jamais atteints au niveau mondial.

Au contraire, en déplaçant la « pollution » des zones humides vers les zones chaudes, l'on intensifie la dégradation du climat qui est traduite aujourd'hui par la fonte de plus en plus importante des glaciers, entraînant de graves perturbations des cycles du climat dans le monde entier.

Ainsi, les « minimas » européens vont non seulement aggraver le chômage dans ces pays par de nouvelles « délocalisations », mais vont accentuer la spéculation financière dans le domaine des « crédits carbone ».

Le monde et le climat sont malades de ce système capitaliste à son stade de financiarisation du capital, qui repose sur la libre circulation des capitaux qui nourrit les délocalisations et la spéculation financière, qui se trouvent au cœur de l'aggravation de la dégradation actuelle du climat, et de crise actuelle de ce mode de production.

Face à la capitulation des sociaux démocrates européens devant le capital, les Communistes et les écologistes de gauche en Europe sont interpellés pour agir ensemble en direction de leurs homologues dans le reste du monde, pour construire une solidarité des peuples, dans la lutte pour préserver le climat, qui passe par la lutte contre le mode de production capitaliste qui ne survit encore que grâce aux « délocalisations » et à la spéculation financière.

Ibrahima SENE

Ingénieur agro-économiste, responsable du Département économique, social et du monde rural du Comité central du Parti de l'Indépendance et du Travail du Sénégal (PIT/Sénégal)

DIPLOMATIE FRANÇAISE : OÙ EST LA BOUSSOLE ?

A l'occasion de la publication de son 100e numéro, la revue Recherches internationales, dirigée par Michel Rogalski organise un colloque au titre prometteur et en phase avec l'actualité.

IL SE PASSE QUELQUE CHOSE DANS LE MONDE.

Qu'il s'agisse du Burkina-Faso ou de la Côte d'Ivoire où les populations veulent reprendre la main face à des pouvoirs étouffants, voire autoritaires, que ce soit en Tunisie où les élections témoignent d'une aspiration au changement mais aussi de doutes sur l'avenir, que l'on s'intéresse à l'Union Européenne où d'un côté, les droites les plus extrêmes veulent faire avaler aux peuples leurs funestes discours et, de l'autre, les manifestations de protestation contre l'austérité rassemblent… le monde est en mouvement et la France, sa diplomatie en particulier, a un rôle à jouer.

OÙ EST LA BOUSSOLE : TELLE EST BIEN LA QUESTION QUI SE POSE AUJOURD'HUI À LA DIPLOMATIE FRANÇAISE.

À l'occasion de la sortie de son centième numéro, la revue Recherches internationales s'est proposée de sortir un numéro spécial consacré à « la diplomatie française aujourd'hui » et de l'accompagner d'une journée et demi d'étude les 28 et 29 novembre 2014. Ce colloque entend passer au crible la diplomatie actuelle, comprendre sa signification et mesurer les pressions qui pèsent sur elle et ses conséquences sur le monde. C'est l'espace Oscar-Niemeyer qui aura le privilège d'accueillir les participants et les intervenants pour des débats qui s'annoncent riches, constructifs et, fidèlement à la tradition de la revue, en prise directe avec l'actualité.

OÙ EST LA BOUSSOLE, DONC ?

Alors que la mondialisation invite à penser la gauche et ses actions, aux échelles nationales comme régionales et internationales, un mérite de ce colloque est d'avoir évité l'européocentrisme voire le francocentrisme. Le temps de débat intitulé « la France vue d'ailleurs » en est la preuve. Car comment comprendre l'autre sans savoir ce qu'il pense de « nous » ?

Saisir les continuités, les inflexions et les ruptures de la politique internationale, réfléchir aux fondements et aux contours d'une politique alternative : voilà 100 numéros que Recherches internationales s'y attelle et partage ses réflexions. Et un colloque au cours duquel la fameuse revue prolongera sous la coupole les débats qui ont lieu dans ses pages.

PROGRAMME DU COLLOQUE

28 NOVEMBRE 2014 (VENDREDI, APRÈS-MIDI)

14h30 - Ouverture

Présentation de la thématique et du déroulé de la rencontre (Michel Maso, directeur de la Fondation Gabriel Péri)

Présentation de la thématique et du déroulé de la rencontre (Michel Maso, directeur de la Fondation Gabriel Péri)

Conditions de création et histoire de la revue Recherches internationales (Francette Lazard, ancienne directrice de l'Institut de Recherches marxistes)

Un panorama d'ensemble de la diplomatie française (Michel Rogalski, CNRS, directeur de la revue Recherches internationales)

15h30 - 1er Axe : La France et ses alliés

La France et les Etats-Unis : Pierre Guerlain.

La France et l'Otan : Jacques Le Dauphin.

Le couple franco-allemand : Daniel Cirera.

La France et l'Union européenne : Francis Wurtz.

Discussion/Débat

29 NOVEMBRE (SAMEDI, MATINÉE)

9 h - 2e axe : La France et le monde en développement

La France et l'Afrique : Anne-Cécile Robert.

La politique arabe de la France.

La France et la Chine : Dominique Bari.

La France et l'Amérique latine : Christophe Ventura.

Discussion/Débat

11h - 3e axe : La France puissance régalienne

La diplomatie stratégique de la France : Nils Andersson.

La France et le cyberespace : Olivier Kempf.

La France et la finance mondiale : Denis Durand.

La France, puissance maritime : Cyrille P. Coutansais.

La France et le Traité transatlantique : Gaël De Santis.

Discussion/Débat

29 NOVEMBRE 2014 (SAMEDI, APRÈS-MIDI) :

14h30 - 4e axe : La France vue d'ailleurs

Vue de Moscou : Andreï Gratchev.

Vue de Washington : Philip Golub.

Vue du monde arabe : Samuel Laurent.

Discussion/Débat

16h00 - 5e axe : Quelle alternative diplomatique pour la France ?

Sous forme d'une table ronde entre intervenants représentant des Fondations politiques :

Fondation Gabriel Péri : Alain Obadia.

IRIS : Didier Billion.

Fondation Jean-Jaurès : Henri Nallet.

Les Verts : non déterminé.

17h30 • Clôture par Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français.

// Une initiative de la revue Recherches internationales,
// de la Fondation Gabriel Péri et du secteur des
// relations internationales du PCF
// inscription et renseignemet : fondation@gabrielperi.fr

// Espace Oscar Niemeyer,
// (Salle des conférences, 1er sous-sol)
// 2, place du Colonel Fabien // 75019 Paris
// Métro : Colonel-Fabien

L'UKRAINE EN VOIE DE SÉCESSION ?

Si les élections législatives en Ukraine ont été saluées par l'Union européenne comme une « victoire de la démocratie », elles doivent être analysées en profondeur. Et ainsi ressort le caractère pour le moins inquiétant de l'évolution de la situation dans le pays. Décryptage.

Les résultats des législatives ukrainiennes ont été salués par l'Union européenne et les grands medias dominants comme une « victoire de la démocratie et du programme de réformes européennes ». Cet unanimisme doit être pondéré, car l'Ukraine va être dirigée par une coalition de partis « va-t-en-guerre » qui représentent peu ou prou les divers clans oligarchiques, prêts à livrer le pays aux appétits de l'UE, du FMI, voire de l'Otan.

Un an après Maïdan rien ne semble résolu. Un risque de scission entre l'Est et l'ouest de ce pays de 45 millions d'habitants est de plus en plus fort. Poussée irrédentiste (à l'Est) faute d'avoir trouvé une voie de dialogue et de propositions pour construire une voie d'autonomie ou un fédéralisme, tandis que de l'autre une imprégnation sur la société d'une nouvelle caste politique en voie de glissement idéologique vers la droite extrême, sur des positions antirusses et frappée du sceau d'un anticommunisme virulent visant à rayer de la carte politique le Parti communiste d'Ukraine.

LES ENJEUX DU SCRUTIN DU 26 OCTOBRE

Les électeurs étaient appelés à élire le 26 octobre pour 5 ans 450 députés au Parlement (Verkhovna Rada) lors de législatives anticipées. La moitié des sièges sont pourvus au scrutin majoritaire et l'autre à la proportionnelle.

Les élections ont été marquées par un fort taux d'abstention : le taux de participation n'a été que de 52,42%. La participation a été globalement plus forte à l'Ouest dans les zones nationalistes et plus faible dans le sud et l'Est où le pouvoir central est plus contesté.

On estime à environ cinq millions d'électeurs, sur 36 millions, qui n'ont pas pu prendre part au vote en Crimée, rattachée à la Russie en mars, et dans les zones de l'Est.

Le Bloc de Petro Porochenko, allié à l'ex champion du monde de boxe Vitali Klitchko, (parti Oudar, le coup de poing), a remporté les élections avec 21,6% des voix. A égalité avec le Front populaire du premier ministre ultralibéral Arseni Iatseniouk (21,4%), qualifié de candidat des Etats-Unis. Le parti Samopomitch (Aide toi toi-même) du maire nationaliste de Lviv Andreï Sadovy, a créé la surprise en recueillant 11% des voix. Ce parti a engrangé les suffrages des partis d'extrême droite qui vont avoir des représentants au Parlement, ce dont devra tenir compte Porochenko.

Viennent ensuite, dans la mouvance du pouvoir, le Parti radical du populiste Oleg Liachko (7,45%) et Batkivchtchina (Patrie) la formation de l'ex-première ministre ukrainienne Ioulia Timochenko, égérie de la révolution Orange de 2004 qui ne recueille que 5,68% des suffrages.

Le Bloc d'opposition regroupant plusieurs ex-membres du Parti des régions de l'ex président Viktor Ianoukovitch, qui obtient 9,36% des suffrages, se classe en 4ème position. Ce parti réalise des bons résultats dans l'Est contrôlé par Kiev, alors qu'il est en retrait dans les régions de l'Ouest nationaliste.

Pour les partis de l'extrême droite, le leader du mouvement néo nazi Pravy Sektor (Secteur droit) Dmitri Iaroch a remporté les législatives dans la région de Dniepropetrovsk avec 29,75% des voix, ce qui lui permet d'entrer à la Rada. Svoboda avec 4,7% des voix aurait néanmoins une douzaine d'élus au scrutin uninominal.

Le grand perdant est sans conteste le Parti communiste (3,9%), qui, pour la première fois depuis 1991, ne sera pas représenté au parlement. Le PCU était la 3ème force politique du pays avec plus de 13% des voix aux dernières élections où il comptait 32 élus et avait recueilli 3 millions de voix.

Cette situation s'explique par la campagne menée par l'extrême droite et le pouvoir. Les militants du parti ont été pourchassés, agressés et leurs permanences attaquées. Le secrétaire général du parti Piotr Simonenko a été victime d'agressions physiques au Parlement par des députés fascistes. Les militants ont été empêchés de participer à la campagne électorale. Simonenko a clairement affirmé que « le Parti communiste ne reconnaîssait pas ces élections comme démocratiques et légitimes ».

Vitali Klitschko a qualifié le PCU de « cinquième colonne du Kremlin » tandis que le chef de l'Etat estimait que le Parti communiste d'Ukraine « n'a pas le droit de figurer dans le paysage politique ukrainien en raison des crimes commis dans le passé et de nos jours ».

LE SCRUTIN DU DONBASS

A l'Est, le 2 novembre, les habitants des « républiques populaires » autoproclamées de Donetsk et de Lougansk ont voté pour leurs dirigeants et leurs parlements.

Les premières estimations donnent un taux de participation de 70%.

La république autoproclamée de Donetsk a élu Alexandre Zakhartchenko, 38 ans, président avec plus de 81% des voix, et pour sa part Igor Plotnitski, 50 ans, recueille plus de 63% des voix comme dirigeant de la République de Lougansk. M. Zakhartchenko, ancien mécanicien, est fils de mineur. Il a participé aux accords de Minsk, mais aujourd'hui il affirme s'attendre à la reprise des hostilités sur une grande échelle. Son homologue est un ancien militaire ayant servi sous l'URSS.

La Haute représentante pour la politique extérieure de l'Union européenne, Federica Mogherini, a estimé « le scrutin est illégal et illégitime et l'Union européenne ne le reconnaîtra pas ». A l'instar des autres dirigeants occidentaux. La Russie a pour sa part reconnu les deux scrutins.

UN AVENIR DE L'UKRAINE INCERTAIN

La grave crise économique que connaît l'Ukraine s'aggrave. Selon le ministère des finances le PIB s'effondrerait pour 2014 à -9%. Déjà le FMI a accordé une aide de 21 milliards d'euros. Pour faire face l'Etat prévoit des hausses du gaz, le gel des salaires et retraites. La monnaie a perdu la moitié de sa valeur.

Une seule embellie pour la population à

l'approche de l'hiver, un accord gazier entre la Russie et l'Ukraine est intervenu sous l'égide de l'UE qui s'est portée garante des livraisons de gaz russe à l'Ukraine.

LA PAIX EN DANGER ?

Bien que le président ukrainien ait interprété le succès de son camp comme un vote de confiance pour son plan de paix, la composition ultra nationaliste de la future Rada semble plus que jamais prête à en découdre avec l'Est.

Malgré les accords de Minsk, les combats se poursuivent dans l'Est, à Donetsk, Lougansk et dans la ville portuaire de Marioupol. Ces accords, qui prévoient notamment une zone tampon sur la ligne de front et un statut spécial pour trois ans pour Donetsk et Lougansk, sont contestés dans les propres rangs du chef de l'Etat ukrainien.

De plus, la pression de l'OTAN ces dernières semaines s'est considérablement renforcée dans la région avec plusieurs interventions aériennes du fait d'une intense activité de l'aviation militaire russe dans l'espace européen, selon l'Alliance atlantique. Georges Soros, le financier américain fondateur de l'Open society foundation –âme de la Révolution Orange de 2004- a appelé dans Le Monde (24 octobre 2014) l'Europe à « sauver la nouvelle Ukraine ».

Car pour lui face à Moscou, «il est grand temps pour les membres de l'Union européenne de commencer à se comporter comme des Etats indirectement en guerre».

Patrick Kamenka
commission Relations internationales

LE PCF DÉNONCE LA VOLONTÉ DU PRÉSIDENT PETRO POROCHENKO D'ÉLIMINER LES COMMUNISTES UKRAINIENS

LE PCF apporte son soutien et sa totale solidarité aux communistes ukrainiens après les déclarations indignes du président ukrainien Petro Porochenko qui s'est prononcé sans ambages pour l'élimination pure et simple du Parti communiste d'Ukraine à l'occasion des élections législatives anticipées.

Le Parti communiste d'Ukraine «n'a pas le droit de figurer dans le paysage politique ukrainien, en raison des crimes commis dans le passé et de nos jours», a affirmé Petro Porochenko.
Une autre tête de liste du Bloc Porochenko, Vitali Klitschko a ajouté que «pour la première fois dans son histoire, les forces anti ukrainiennes dont le parti communiste ayant toujours été la cinquième colonne du Kremlin» ne seront pas représentées au Parlement.
Tout cela se fait au nom des valeurs européennes desquelles ces oligarques prétendent s'inspirer.

Faut-il rappeler que ces valeurs sont particulièrement marquées par la lutte contre le fascisme et le nazisme, alors que les activités odieuses des forces néo-fascistes sont aujourd'hui tolérées, encouragées, qu'elles ont largement contribué à la campagne du Bloc au pouvoir, et qu'elles se sont livrées à des exactions et crimes intolérables -hier comme aujourd'hui- contre les communistes, les démocrates et le peuple ukrainien.

Les communistes français ne peuvent tolérer de telles déclarations, alors que les militants, les dirigeants et en particulier le secrétaire général du Parti communiste d'Ukraine ont été victimes d'attaques physiques, menacés d'interdiction et leur parti mis dans l'incapacité de mener campagne dans des conditions démocratiques normales.
Les communistes français appellent donc les forces démocratiques dans notre pays et en Europe à la plus grande vigilance, en particulier pour que cesse cette véritable chasse aux sorcières digne d'un autre temps.
En ce sens ils renouvellent toute leur solidarité envers le Parti communiste d'Ukraine et leur secrétaire général Piotr Simonenko.

COMMUNIQUÉ DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS 3 NOVEMBRE 2014

AMÉRIQUE LATINE : CONSOLIDATION DE LA GAUCHE OU RESTAURATION CONSERVATRICE ?

Dans son discours du 29 septembre dernier devant la Rencontre latino-américaine progressiste réunie à Quito, le président équatorien Rafael Correa constatait en parlant de l'action de son gouvernement « Nous n'avons pas encore réussi à établir la prédominance du pouvoir populaire sur les élites et clairement existe une reconstitution des forces de droite ».

Ce n'est pas la première fois que le président équatorien alerte sur la possibilité d'un retour de la droite en Amérique latine ; lors des élections municipales de février de cette année son mouvement Pais s'est trouvé confronté à la perte des villes de Quito, Guayaquil et Cuenca face à une droite dirigée par Mauricio Rodas du Parti SUMA et par l'homme d'affaires et actionnaire de la Banque de Guayaquil, Guillermo Lasso du Parti CREO.

Dans son discours Rafaël Correa, qui avait annoncé lors de son élection « un changement d'époque » en Amérique latine, considère que ce moment historique est terminé et voit une droite « articulée internationalement, avec une stratégie de pouvoir » qui bénéficie de « la complicité de la presse nationale et internationale et des pays hégémoniques ». C'est ce qu'il appelle la « restauration conservatrice ».

En effet la droite semble se remettre de l'état de choc dans lequel elle s'est trouvée pendant presque dix ans après les victoires de la gauche dans plusieurs pays. Elle a compris que si elle veut gagner elle doit adopter un discours favorable aux mesures sociales, promettre l'amélioration des programmes sociaux et non pas son démantèlement et se présenter comme une alternative de bonne gestion face à « l'étatisme » de la gauche au pouvoir. Avec ce discours d'efficacité, elle se pose comme l'antidote à la corruption qui n'a pas disparu d'une culture politique héritée après des décennies de gouvernements de droite et néolibéraux.

UNE DROITE EN QUÊTE DU SOUTIEN POPULAIRE… AVEC L'APPUI DES MÉDIAS

Cette droite, paradoxalement, essaye de trouver un soutien dans les couches de la population qui ont bénéficié des réformes et des politiques sociales qui ont permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté et d'accéder à l'emploi avec une hausse du pouvoir d'achat, à l'éducation, à la santé… mais elle crée des exigences et attentes nouvelles que l'opposition espère pouvoir exploiter.

Rafaël Correa dénonce avec force le rôle politique et idéologique joué par les « médias mercantilistes » qui identifient leurs entreprises de communication avec la liberté d'expression elle même. Ces médias sont selon lui, « le principal instrument de nos élites pour nous maintenir dominés à travers ce qu'Antonio Gramsci appelait hégémonie culturelle » où les classes dominantes imposent des perceptions, explications, valeurs et croyances qui deviennent la norme et des standards de valeur universelle.

Un point de vue partagé par la gauche au Brésil et en Uruguay où des réformes sont proposées pour casser le monopole exercé par quelques grands groupes économiques sur les médias. En Équateur et en Argentine des lois ont déjà été votées au grand dam de certaines banques propriétaires de journaux et du groupe PRISA propriétaire du journal espagnol El Pais et actionnaire d'autres grands de la presse européenne.

UNE GAUCHE IBÉRO-AMÉRICAINE SOUDÉE

Un mois plus tard, le Forum de Sao Paulo qui rassemble plus d'une centaine de partis de la gauche de transformation latino-américaine exprimait, lors de sa XXe rencontre de La Paz, Bolivie, un point de vue moins pessimiste considérant que la situation politique « est sans doute favorable aux forces politique qui le composent » et rappelle que lors de sa fondation en 1990 seulement un pays, Cuba, avait un gouvernement de gauche dans la région alors qu'actuellement ils sont dix au moins à l'être.

Ces dernières années, la gauche n'a jamais perdu une élection nationale et si elle a perdu les gouvernements du Honduras et du Paraguay c'est parce que la droite a organisé, avec le soutien des États-Unis, des coups d'État déguisés. L'Amérique latine, affirme la déclaration finale du Forum, vit bien un changement d'époque et reste une exception dans un contexte de crise, de conflits régionaux et où la militarisation et l'interventionnisme deviennent monnaie courante.

Malgré ce constat, le Forum de Sao Paulo voit le risque d'une « restauration conservatrice » où la droite se sert d'un large éventail d'instruments dirigés et coordonnés par les États-Unis avec une droite politique et sociale, des médias contrôlés par des grands groupes économiques et avec le concours des transnationales intéressés dans un changement de régime qui mettrait un terme à des politiques faites dans leur détriment.

Les traités bilatéraux d'investissement signés au temps des gouvernements néolibéraux sont utilisés aujourd'hui contre les gouvernements progressistes pour les déstabiliser comme c'est le cas de l'Argentine, le Venezuela, l'Équateur et d'autres qui sont trainés par des transnationales à cause de leurs politiques qui affectent les intérêts des compagnies.

LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DE CES DERNIERS MOIS SEMBLENT PLUTÔT CONSOLIDER LES GOUVERNEMENTS DE LA GAUCHE LATINO-AMÉRICAINE

Il y a des raisons de penser que la gauche a réussi à jeter des fondations fortes grâce à ses politiques en faveur des majorités. Elle a gagné ces deux dernières années 11 élections dans un contexte de forte polarisation et confrontation politiques. Les élections présidentielles au Venezuela d'avril 2013, les présidentielles du Salvador de février 2014, les présidentielles au Brésil d'octobre dernier ont montré une droite agressive qui n'a pas hésité à utiliser la violence au Venezuela et des médias qui ont déchainé une campagne de haine comme au Brésil. Là où elle n'a pas réussi à gagner elle avance

significativement comme c'est le cas au Costa Rica où le Front large atteint 17,2% des voix et au Honduras où le Parti Libres fait plus de 28% des voix.

Les batailles électorales qui ont précédé ces votes ont aussi montré les failles, les limites et contradictions auxquelles ces gouvernements sont confrontés : des failles dans la gestion, une certaine inefficacité due à l'inexpérience et des institutions mal organisés hérités par la droite. Il y a aussi la corruption qui reste enracinée dans la culture politique vieille de plus d'un siècle qui est de moins en moins tolérée par une population qui élit la gauche justement pour mettre un terme à ce fléau.

Très clairement, à quelques exceptions près, deux visions, deux projets de société s'affrontent en Amérique latine et de ce point de vue, les élections sont un moment où la polarisation apparaît dans la confrontation. Au Brésil, au Venezuela, en Argentine (qui aura ses élections présidentielles fin 2015) la droite utilise les conséquences de la crise mondiale sur les économies pour attaquer des modèles qui ont donné un rôle actif à l'État, aux hausses salariales et aux dépenses publiques. Au Brésil, les candidats de l'opposition ont promis « le changement » et la « libération du pays de la menace rouge corrompue, une bonne gestion « dés-idéologisée », plus d'autonomie à la Banques centrale, le rapprochement avec les États-Unis et l'UE avec des traités de libre-échange et la mise en cause de l'intégration régionale progressiste en cours.

// BRÉSIL

Après les victoires récentes du Front Farabundo Marti de libération nationale au Salvador et celle de Michèle Bachelet et de la coalition de centre-gauche « Nouvelle majorité », la Bolivie, le Brésil, et l'Uruguay ont voté pour élire leurs présidents.

Au Brésil, Dilma Rousseff, candidate de la coalition formée par le Parti des travailleurs, le Parti Communiste du Brésil, le Parti démocratique du travail, le Parti du mouvement démocratique brésilien et de cinq autres partis a obtenu lors du premier tour 41,59% des voix, cinq points et demi de moins qu'en 2009. Face à elle, le candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne, Alesio Neves, a obtenu 33,55% des voix, un point de plus par rapport au résultat du candidat du PSDB en 2009.

L'évangéliste Marina Silva, avec l'étiquette du Parti socialiste brésilien, a obtenu 21,32%, c'est à dire 2% de plus qu'en 2009. Elle était candidate pour la deuxième fois et avait formé son équipe de campagne avec des anciens ministres du PSDB et avec Maria Setubal, propriétaire de la Banque Itau.

Au deuxième tour du 26 octobre, Dilma Rousseff l'a emporté avec 51,64% des voix, elle avait obtenu 56% en 2009. Contrairement à la catastrophe annoncée par les instituts de sondage, Dilma Rousseff réussit à rassembler et gagner 10% des voix entre les deux tours face à ses adversaires rassemblés autour d'Alesio Neves et malgré les appels de l'extrême gauche à voter blanc ou s'abstenir et malgré l'appel de la majorité des parlementaires du PMDB, pourtant allié de la majorité, à voter pour Alesio Neves.

Au parlement, le PT perd 18 députés, le PC do B en perd 5 tandis que les petits partis de la coalition se renforcent. L'autre grand parti de la coalition sortante, le PMDB (centre droite) passe de 71 à 66 députés. Le PT reste la principale force au parlement et, malgré les pertes, Dilma Rousseff garde la majorité au parlement.

Le PT et ses alliés gagnent les élections pour élire les gouverneurs des États avec la majorité dans 15 des 27 États. Mis en échec à Sao Paulo, le premier collège électoral du pays, le PT arrache au PSDB l'État de Minas Gerais, fief d'Alesio Neves et deuxième collège électoral du Brésil. Le PC do B gagne pour la première fois un État, le Maranhao, et progresse dans les parlements de 16 États avec 25 élus.

Le PSDB progresse passant de 45 à 55 députés et le Parti socialiste brésilien qui avait soutenu Marina da Silva passe de 24 à 34 députés.

La distribution du vote montre la consolidation de la présence du PT et de la gauche dans les États les plus pauvres du Nord-est tandis que le PSDB se renforce à Sao Paulo et dans le sud où le PT perd Rio Grande do Sul.

Après l'élection, le quotidien de Sao Paulo « Folha de Sao Paulo » parlait du Brésil comme une bombe à retardement avec laquelle Dilma Rousseff aura à faire. Il est vrai qu'elle devra gouverner, malgré sa majorité, avec un parlement plus conservateur où siègent plus de représentants des lobbies de l'agro-business, de l'église évangéliste et des militaires.

Pourtant elle doit de toute urgence mettre en œuvre des réformes qui devraient permettre au Brésil de faire un grand pas en avant : une réforme fiscale qui mette fin au système dégressif injuste en vigueur, une réforme politique qui changerait les règles du financement des partis et des campagnes, jusqu'ici assurés par les entreprises, système qui favorise la corruption et qui donne un grand pouvoir aux grandes entreprises sur les élus.

Le Brésil a aussi besoin de réformer ses systèmes de santé et de l'éducation et des grands investissements dans les services de transport et des infrastructures. Déjà, quelques jours après l'élection, la droite et des élus du PMDB ont fait capoter la possibilité de la création de Conseils populaires qui auraient pu aider à imposer la nécessité d'un plébiscite pour la réforme politique.

// BOLIVIE

En Bolivie, Evo Morales, candidat du Mouvement au Socialisme obtient le 12 octobre dernier la victoire dès le premier tour avec 61% contre 24,5% pour le candidat de l'Union démocratique Samuel Doria, un ex-ministre des gouvernements néolibéraux et propriétaire du Burger King et de Subway de Bolivie.

Le candidat de la Démocratie-chrétienne, Jorge Quiroga obtient 9%.

Par rapport à 2009, Evo Morales perd 3 points tandis que les résultats des candidats de la droite restent stables pris ensemble : 35% des voix. Samuel Doria, qui avait obtenu à peine 5,6% en 2009 devient le dirigeant le mieux placé de la droite.

Les résultats des législatives donnent au MAS les deux tiers des voix nécessaires pour l'adoption de réformes constitutionnelles. Il passe de 88 à 84 députés et obtient 25 sièges au Sénat (-1), l'Unité démocratique aura 33 députés et 9 sénateurs, le Parti démocrate-chrétien 11 députés et 2 sénateurs.

Le MAS est désormais majoritaire dans 8 des 9 départements du pays y compris dans la région de la « Demi-lune », sauf dans le Beni, qui avait été le fief de l'opposition séparatiste il y a quelques années. Cette avancée est le résultat des négociations qui ont permis le rapprochement d'une partie de l'opposition et des entrepreneurs de la région que le gouvernement met sur le compte de la nécessité de créer une nouvelle harmonie et un nouveau pacte social dans le pays.

// URUGUAY

En Uruguay, un deuxième tour sera nécessaire le 30 novembre prochain pour départager le candidat du Front large (Mouvement de participation populaire, communistes, socialistes, démocrates-chrétiens), Tabaré Vazquez qui obtient 47,21% des voix, et celui du Parti national Luis Lacalle Pou qui a obtenu 30,51%. Le candidat du Parti colorado, Pedro Bordaberry, n'a obtenu que 12,73% des voix.

En 2009, le candidat du Front large, José Mujica avait obtenu 47,95% au premier tour, celui du Parti national Luis Alberto Lacalle 29,9% et celui du Parti Colorado 17,10%.

Le 26 octobre dernier, le Front large a pu obtenir à l'élection législative 50 des 99 sièges à pourvoir et 15 sénateurs à pourvoir. En cas de victoire le 30 novembre, le vice-président élu siègera aussi au Sénat apportant au Front large la majorité dans les deux chambres.

Le Front large est la première force du pays avec la majorité dans 14 des 16 départements et a des députés dans tous les départements.

RESTAURATION CONSERVATRICE ?

Les résultats électoraux du Brésil, de la Bolivie et de l'Uruguay montrent une consolidation de la gauche malgré des reculs du point de vue du nombre des voix émises en leur faveur. Elle est plus présente qu'avant dans l'ensemble de la Bolivie et de l'Uruguay. Au Brésil, les résultats aux législatives et dans les États montrent les difficultés rencontrées par le gouvernement, conséquence des impacts de la crise mondiale sur l'économie du géant qui est le Brésil.

Elles sont aussi le résultat de nouvelles contradictions nées avec les changements sociologiques qui entrainent des exigences nouvelles après une décennie de gouvernement de la gauche. Dans un pays où la moitié de la population est composée de jeunes, ces exigences prennent plus de force.

Il faut répondre à cette population qui a grandi sous un gouvernement de gauche qui, en voulant mener une politique d'excédents budgétaires et de combat contre la pauvreté et les inégalités, n'a pas toujours pris en compte les exigences nouvelles qui nécessitent un investissement majeur pour des services publics de qualité qui restent encore dominés par l'initiative privée : transports, santé, éducation. La consolidation de la gauche en Bolivie et en Uruguay sont, sans doute, à mettre sur le compte de l'attention accordée par le gouvernement d'Evo Morales à la participation populaire et aux secteurs publics par celui de José Mujica.

Dans ces deux cas, les progrès du point de vue économique sont spectaculaires : le PIB de la Bolivie est passé de $9,2 milliards en 2005 à $30,3milliards avec des politiques de redistribution des richesses qui ont permis de faire passer le revenu per capita de $1735 à $2800. La Bolivie, qui était le pays le plus pauvre de la région a vu passer la pauvreté de 38% en 2005 à 20% en 2014, 500 000 personnes sont ainsi sorties de la pauvreté. Il y a certainement une offensive de la droite, plus organisée, plus articulée au niveau régional et avec la droite étasunienne et européenne. Les transnationales mènent la guerre contre les gouvernements progressistes en se servant des tribunaux supranationaux et les grands médias réagissent avec force et en toute complicité avec leurs pairs étasuniens et européens pour contrer les nouvelles législations qui les régulent.

L'avenir dépendra de la capacité des gouvernements progressistes à mettre en œuvre des réformes économiques qui poursuivent la revalorisation du travail et le changement des modèles de production. Le problème de la dépendance présent en Amérique latine depuis un siècle reste à résoudre : dépendance vis à vis des politiques monétaires étasuniennes ou dépendance résultant du modèle exportateur de matières premières qui rendent les économies latino-américaines vulnerables.

La gauche a devant elle d'autres défis : la nécessité d'approfondir les changements, favoriser la participation populaire et faire avancer l'intégration régionale.

Obey Ament
Commission relations internationales

BOLIVIE : L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DE LA TRANSFORMATION DES RESSOURCES NATURELLES

La division internationale du travail issu des relations coloniales et de domination a assigné aux pays de l'Amérique latine une place de pourvoyeurs de matières premières que les pays industrialisés transforment et exportent. Les pays sources de ces matières premières restent ainsi dépendants des prix et de la demande des pays développés. L'un des objectifs que se donnent les gouvernements progressistes de l'Amérique latine est de rompre justement et de sortir de cette dépendance en allant vers la diversification de leurs économies par l'industrialisation qui leur permettra de transformer les matières premières et de donner de la valeur ajoutée à leurs productions. Ceci demande des investissements, des infrastructures et des connaissances.

La Bolivie avait proposé des partenariats à des grandes entreprises pour exploiter les plus grandes réserves au monde de lithium. Elles pourraient apporter des investissements et savoir faire, la condition posée par le gouvernement bolivien était que la transformation du métal devait se faire dans le pays même.

Les transnationales sollicitées, la Française Bolloré entre autres, n'ont pas accepté cette coopération et se sont limitées à proposer une exploitation du carbonate de lithium qui serait transformé ailleurs. Pas question pour ces entreprises de participer à la construction des infrastructures en aval permettant la fabrication de batteries comme proposé par le gouvernement.

Elles ont du mal à comprendre la phrase du président Evo Morales prononcée à leur adresse lors d'une de ses visites en Europe : « Nous voulons des partenaires, pas des patrons ».

La Bolivie a ainsi acheté à une entreprise chinoise des installations lui permettant de mettre en place une expérience pilote pour produire des batteries Ion-Lithium et former des ingénieurs. Elle a aussi mis en place les installations nécessaires pour produire du chlorure de potassium et une autre pour la production de carbonate de sodium, deux composantes nécessaires pour produire des batteries destinées aux téléphones portables ou aux voitures électriques.

Avec la Chine, un accord de coopération avec un financement de 10 milliards de dollars vient d'être signé pour des projets d'infrastructure et d'industrialisation du fer.

Le but recherché par le gouvernement est que l'ensemble des matières premières existantes en Bolivie, cuivre, argent, fer, puissent être exploitées et transformées sur place.

Le Plan de gouvernement qui va jusqu'en 2025, se donne comme objectif d'atteindre la souveraineté alimentaire, l'industrialisation des ressources naturelles, la mise en place d'un réseau de gazoducs, le développement de l'éducation technologique et scientifique en plus de l'intégration physique du pays avec des routes et autres voies de communication et l'accès à la santé, l'éducation et le logement.

Avec des crédits apportés par la Banque centrale et par l'entreprise publique Corporacion minera de Bolivia, un "Centre de recherche, développement et de pilotage" sera construit pour apporter la formation nécessaire à ceux qui travailleront pour l'industrialisation de la Bolivie.

Obey Ament
Commission relations internationales

DE RETOUR DU KURDISTAN DE TURQUIE

Les médias ne cessent de parler de Kobané. Mais que s'y passe-t-il ? Le PCF a effectué une visite sur le terrain et a pu prendre la mesure de l'ampleur de la crise. Résolument aux côtés des réfugiés et des Kurdes, le PCF a pu témoigner son soutien. Compte-rendu de mission et témoignage.

Pierre LAURENT, secrétaire national du PCF, accompagné de Lydia SAMARBAKSH responsable aux questions internationales, Danielle LEBAIL responsable du réseau PCF-Kurdistan et Sylvie JAN, présidente de l'association France Kurdistan se sont rendus au Kurdistan.

Cette délégation est venue apporter sa solidarité aux combattants de Kobané, au peuple kurde afin de développer et de relayer l'exigence d'une solidarité active. Elle a multiplié les rencontres avec les forces politiques du BDP, du DTK, du HDP, les maires de Diyarbakir et de Mardin et visité deux camps de réfugiés yézidis en provenance d'Irak et de Kobané.

D'emblée, nous avons pu mesurer les anticipations créatrices de ce peuple qui a un institué un système de co-maire (un homme et une femme à la tête de l'institution) en rencontrant Gultan KISANAK, co-maire de Diyarbakir. Elle a exposé la mise en œuvre de sa politique de gestion participative construite sur un tryptique : démocratie , écologie, égalité femmes-hommes, dans laquelle les associations ou les syndicats sont partie prenante.

Cependant, les échanges se sont focalisés sur l'accueil des réfugiés yézidis que les villes BDP prennent seules en charge.

Délibérément, la Turquie bloque les interventions humanitaires sur son territoire. La visite du camp de 5200 personnes et l'échange qui en a suivi avec les refugiés a confirmé les exactions et les crimes commis par DAESH à l'encontre des minorités ethniques et confessionnels ainsi qu'à l'égard des opposants (enfants éventrés, création de « souk » destiné à vendre filles, décapitation, viols…).

A l'approche de l'hiver, la situation difficile dans les camps va devenir intenable ont souligné les élus. Pierre Laurent, qui avait lancé un appel à la solidarité avant son départ, a tenu à l'exprimer par un premier versement de 5000 euros. Il a également dénoncé le silence qui entouré désormais le sort des Yézidis.

La rencontre avec Ahmed TURK, une personnalité historique de la cause kurde et maire de la cité multiculturelle de Mardin ainsi qu'avec sa jeune co-maire Fébrunyé AKYOL a conforté les expériences démocratiques en cours en dépit du retrait des financements publics à la ville par l'état turc. Cela n'oblitère pas leur détermination à se battre pour une société libre, démocratique, laïque permettant à tous les peuples de vivre ensemble.

Pour A. Türk « la construction de régimes démocratiques reste un impératif pour la paix au Moyen- Orient ». Rojava fait œuvre pionnière dans ce registre en appliquant concrètement l'égalité femmes-hommes, la démocratie et le vivre ensemble. C'est ce que les djihadistes et la Turquie veulent briser.

A Suruç, face à Kobané, les combattants, longtemps seuls, ont mis en échec les offensives de l'EI. Les réfugiés affluent par milliers sans bénéficier d'aide humanitaire. Seules les municipalités BDP en assument la responsabilité. Il n'y a aucune présence internationale dans cette région.

Les estimations portent à 180 000 le nombre de réfugiés qu'ils soient de Kobané ou d'Irak. Seuls 6500 sont pris en charge par les autorités turques.

En écho aux sollicitations pressantes des élus, P. Laurent a appelé à verser l'aide sur les comptes ouverts par les municipalités, seul moyen d'avoir la garantie que celle-ci parviendra bien aux populations.

LA CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ DES COMMUNISTES FRANÇAIS AUX COMBATTANTS DE KOBANÉ EST LANCÉE.

Le vendredi 14 novembre à 19h au siège du PCF en partenariat avec l'association France-Kurdistan, se déroulera une grande soirée de solidarité pour la liberté de Kobané ; compte-rendu de la délégation, de nombreux témoignages dont ceux de Khaled Issa du PYD (Syrie), d'un représentant du HDP (Turquie), Lydia Samarbakhsh (PCF), Sylvie Jan (France-Kurdistan)…, projections, musique, dédicaces et souscription.

LE PCF DEMANDE :

que soient accrues les pressions internationales sur la Turquie pour permettre l'organisation d'un corridor qui garantisse l'acheminement de l'aide humanitaire, matérielle et militaire ;

que a France et l'Europe agissent pour la fin des complaisances avec les bailleurs de fonds de DAESH ;

que le PKK soit retiré de la liste des organisations « terroristes » de l'UE ;

que l'ONU reprenne la main au détriment de la coalition occidentale actuelle en lançant un processus de conférence internationale pour la paix et le développement du Proche-Orient ;

que soit annulé l'accord de coopération franco-turque ;

que la vérité soit faite sur les crimes de Rojbin, Sakiné et Leyla.

GRANDE SOIRÉE DE SOLIDARITÉ AVEC LES COMBATTANT-ES ET LES RÉFUGIÉ-ES DE KOBANÊ

Dans un contexte de crise extrême, une délégation du PCF conduite par Pierre Laurent s'est rendue en Turquie, à la rencontre des dirigeants politiques kurdes et les réfugiés de la guerre menée par Daesh contre Kobanê.

Avec Pierre Laurent, Lydia Samarbakhsh, Danielle Lebail, Sylvie Jan, de retour de délégation à la frontière syrienne, Khaled Issa représentant du PYD en France, un représentant du HDP de Turquie, Nursel Kiliç du Mouvement international des femmes kurdes.

Témoignages, vidéos, livre, documentations exposition sur les réfugié-es, souscription pour les camps de Suruç et Diyarbakir.

Pour s'inscrire : kurdistan@international.pcf.fr page Facebook de l'Association de solidarité France-Kurdistan

Siège national du PCF
2, place du colonel-Fabien
75019 Paris
Métro Colonel-Fabien.

ENTRÉE GRATUITE SUR INSCRIPTION

vendredi
14 novembre 2014
18 H 30 - 21 H
réservation demandée à l'accueil

Soirée organisée en partenariat avec l'association FRANCE-KURDISTAN

MAGHREB

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN TUNISIE : NOUVEAU PAYSAGE POLITIQUE

Quels enseignements tirer des élections législatives qui se sont tenues en Tunisie ? Si elles ont été transparentes, elles ont aussi été marquées par un fort taux d'abstention, et mettent la gauche tunisienne face à d'importants défis. Examen des résultats.

Les résultats des élections législatives en Tunisie dessinent un nouveau paysage politique. Celui-ci se compose de 4 grandes parties : les abstentionnistes, le courant islamiste, les forces libérales et la gauche tunisienne dans toutes ses composantes.

Il faut donner acte aux autorités tunisiennes du « caractère transparent et impartial » de ces élections qui se sont déroulées dans de bonnes conditions. Il en va autrement en France, et à l'étranger, où les conditions de vote ont suscité plaintes et contestations de nombreux Tunisiens, devant les carences de l'administration. Dans ces conditions, il n'est donc pas étonnant que le taux de participation soit moitié moins en France qu'en Tunisie même, atteignant à peine les 30 %.

DES ÉLECTIONS UTILES ?

Le chiffre de votants constitue un premier élément dans l'appréciation des résultats. Il exprime l'intérêt et la mobilisation d'une population à l'égard d'un scrutin qui va décider de son avenir. Or, force est de constater que ces élections législatives n'ont pas été perçues comme utiles par de nombreux Tunisiens qui ont boudé les urnes.

Si ces chiffres sont confirmés, il y aurait eu un peu plus de 3 millions de votants au lieu de 4,1 million en 2011, soit une baisse de 25% d'électeurs. Ce serait le signe inquiétant d'un décrochage citoyen d'une part importante de la population tunisienne. Cela

traduit une perte de confiance, un profond désenchantement devant l'incapacité, à leurs yeux, du pouvoir politique à combattre le chômage, la vie chère, la dégradation des services publics.

C'est une question centrale pour les progressistes d'offrir à cette population composée des acteurs de la Révolution, notamment la jeunesse, des chômeurs-diplômés et des régions défavorisées, un espoir dans l'avenir.

L'urgence sociale est telle qu'elle constitue la priorité des questions à laquelle il faut répondre. Sinon la « transition démocratique réussie » saluée par des commentateurs, risque de s'échouer sur la « question sociale ».

UN RECUL DES ISLAMISTES

Deuxième enseignement de ces élections, c'est le net recul enregistré par le Parti islamiste Ennahda qui subit un net revers passant de 89 sièges en 2011 à 69 aujourd'hui. C'est une vraie satisfaction pour tous les démocrates tunisiens de voir l'échec cuisant de cette formation politico-religieuse. Son passage au pouvoir, marqué par sa tentative d'islamisation de la société par l'introduction de la charia dans la Constitution, sa main-mise sur l'État, et l'aggravation de la situation économique et sociale, a été durement sanctionné.

Pour autant, Ennahda reste une force avec qui il faut compter. Si ce parti a perdu beaucoup de sa superbe après sa victoire de 2011, si le fameux « l'islam est la solution » a fait long feu, à l'image des Frères musulmans en Egypte, il n'en demeure pas moins un acteur majeur de la société tunisienne. Ennahda n'abandonne rien de ses objectifs et inscrit son action dans la durée de la voix même de son président Rachid Ghannouchi. Mais si Ennahda a fait la preuve de sa capacité à tenir compte du rapport de force et s'attache aujourd'hui à jouer le « consensus » pour faire oublier son passé récent, il a montré, lors de son passage au pouvoir, son incapacité à sortir des politiques libérales et d'apporter des réponses aux attentes sociales.

Par ailleurs, son encouragement, sa complaisance avec des groupes djihadistes, lui fait porter la responsabilité de la dégradation en matière de sécurité.

NIDA TOUNES, PARTI VICTORIEUX

Nida Tounes remporte donc ces élections haut la main avec 85 sièges.

Absent de la consultation de 2011, cette formation s'est constituée autour de Beji Caid Essebsi, personnalité politique reconnue (âgé de 88 ans) remontant à Bourguiba, qui a su rassembler divers courants politiques allant du centre gauche au centre droit jusqu'aux anciens cadres reconvertis de Ben Ali.

Cette coalition a-t-elle de l'avenir ? Elle s'est formée dans la lutte contre la politique sectaire d'Ennahda et a pris une part importante dans le dialogue national afin d'éviter à la Tunisie une crise politique et sécuritaire majeure. Il n'est pas certain qu'elle résiste à l'exercice du pouvoir qui nécessitera de nouvelles alliances pour obtenir la majorité à l'Assemblée nationale. Des tractations ne sont pas exclues avec Ennahda, même si chacun s'en défend, sans pourtant fermer la porte. Les deux autres partis d'obédience libérale, l'Union patriotique libre du millionnaire Slim Riahi et Afek Tounes avec leurs 24 sièges peuvent contribuer à former cette future majorité.

Si cette option venait à aboutir, ce serait une première depuis les révolutions arabes. Elle répondrait, sans aucun doute, aux vœux de nombre de pays de la région et occidentaux. « Les affaires » ont besoin de stabilité. Le peuple tunisien n'aurait rien à gagner à voir se constituer une telle coalition dont les orientations économiques libérales tournent le dos aux attentes des acteurs de la Révolution.

Le risque d'un piège mortifère dans lequel certains rêvent d'enfermer la Tunisie, celui d'une bipolarité entre un courant libéral et un courant islamiste n'est donc pas à écarter.

UNE NOUVELLE ÈRE POUR LA GAUCHE

Enfin, une nouvelle ère s'ouvre pour la gauche tunisienne qui voit ses responsabilités grandir.

Une partie d'entre elle a été durement sanctionnée. Le CPR et Ettakatol, alliés d'Ennahda, au sein de la « Troïka », sont laminés, perdant 45 sièges à eux deux pour n'en conserver que 4 pour le CPR de Moncef Marzouki et 1 pour Ettakatol.

Al Massar, pourtant très actif dans le combat contre le parti islamiste, perd tous ses députés, n'ayant pu s'imposer comme une force autonome, capable de résister à la dynamique de Nida Tounes. Cette gauche n'est pas vouée à jouer les seconds rôles dans l'ombre des formations libérales.

L'avenir n'est-il pas de construire pour la Tunisie une grande force de gauche ? Ce serait la plus grande contribution, la plus grande avancée que les démocrates et progressistes tunisiens apporteraient à leur peuple et à la région. D'autant que le Front populaire, avec ses 15 députés, qui double ses sièges, sa composition pluraliste formée de douze formations, offre l'opportunité d'un espace de larges rassemblements pour imposer l'existence d'une force de gauche alternative.

Le Front populaire se voit récompensé par le rôle qu'il a joué pour construire le dialogue national auquel il avait appelé, son intransigeance envers Ennahda et Nida Tounes face à leurs projets, et de ses propositions en matière économique et sociale pour répondre aux besoins des Tunisiens.

La gauche tunisienne et les formations qui la composent peuvent offrir un projet d'avenir à cette partie du peuple tunisien jusqu'alors oublié.

Car il y a des forces en réserve pour une gauche de transformation. Une large part de la jeunesse, les acteurs principaux de la Révolution, ont boudé les urnes. Leur regard est sévère, non sans raison, sur les partis politiques au pouvoir, qui, après 3 ans, n'ont apporté aucune réponse à leurs attentes sociales.

Ce sont là les vrais défis qui sont posés et qui sont les mêmes dans bien des pays arabes et en Europe.

QUEL AVENIR IMMÉDIAT ?

En Tunisie, la mise en conformité des lois avec la nouvelle Constitution, arrachée de haute lutte, sera une étape dans l'approfondissement d'une société civile. Mais les questions économiques et sociales vont être cruciales. La victoire de Nida Tounes et les alliances à venir laissent peu d'espoir à un changement de cap dans la poursuite de politiques libérales conduites depuis Ben Ali jusqu'à aujourd'hui.

L'UE, les USA et les grandes institutions veulent maintenir la Tunisie dans leur projet d'une mondialisation libérale où les marchés financiers font la loi. Que n'avaient-ils promis à Deauville, au G8, en 2011, au titre « de soutien au printemps arabe » d'attribuer 40 milliards de dollars, pour faire oublier leur complicité avec les régimes de Ben Ali et de Moubarak. 25 milliards étaient alors demandés par les autorités tunisiennes sur 5 ans et le FMI s'engageait à mettre 35 milliards sur la table ! Quel bilan de ces promesses aujourd'hui ?

La Tunisie doit pouvoir compter sur ses propres forces. La France, comme premier créancier, doit tenir sa parole d'aider la « jeune démocratie tunisienne » par un moratoire de la dette et d'accepter un audit. Enfin, les accords en cours ou à venir avec l'UE devraient être fondés sur le gagnant-gagnant sans exiger des contre parties fixées par le FMI à la Tunisie qui se traduisent par des régressions sociales, des baisses de dépenses publiques et d'atteintes à sa souveraineté économique.

Voilà d'ailleurs un sujet, un champ de travail possible entre les forces progressistes et de gauche des deux rives de la Méditerranée.

Aujourd'hui, la campagne de la présidentielle est lancée dont le 1er tour est fixé au 23 novembre. Le candidat du Front Populaire, Hamma Hamami, porte, de fait, les espoirs de la gauche tunisienne. Notre soutien et notre solidarité leur sont acquis.

Patrick Margaté
Commission des relations internationales

LE PARTI COMMUNISTE ALGÉRIEN ET LE DÉCLENCHEMENT DE L'INSURRECTION ARMÉE DU PREMIER NOVEMBRE 1954

Le 1er novembre 1954 ? Un grand moment historique de l'histoire de l'Algérie ! Il a reflété l'ardente aspiration d'un peuple à se débarrasser d'un système d'oppression et d'exploitation qui lui était imposé par une puissance impérialiste, en l'occurrence la France, depuis plus de 120 ans.

Le groupe de militants appartenant à la mouvance nationaliste du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, à l'origine de cette insurrection armée, conserve et conservera le mérite d'avoir eu l'audace de la déclencher, même si pour beaucoup d'Algériens gagnés à la revendication de l'indépendance cela pouvait apparaître qu'il allait «à l'assaut du ciel» selon l'expression de Karl Marx à propos de la commune de Paris.

A ce moment là, pour la majorité des Algériens composant les différentes tendances politiques du mouvement de libération nationale, il devenait de plus en plus évident que le choix de la voie pacifique pour mettre un terme à l'oppression et l'exploitation coloniales avait de moins en moins de chance de s'imposer à ce système qui se perpétuait par les moyens violents et répressifs de sa police, de son armée et de son administration.

Cet événement a-t-il surpris le peuple Algérien et ses partis politiques, comme certains l'ont exprimé quand il s'est produit ou encore aujourd'hui dans leur analyse de cet événement ? Les choses sont beaucoup plus complexes.

Au 6° congrès du Parti communiste Algérien (21-23 novembre 1952), dans son rapport présenté aux participants, Larbi Bouhali, premier secrétaire déclarait : « Quand on voit avec quelle puissance la colère des masses populaires explose dans les pays opprimés, comme en Tunisie, il ne peut venir à l'idée que l'Algérie est un oasis de calme.»

La même année, au cours d'une réunion publique il appelait à élever le niveau des luttes afin de parvenir «à la forme de lutte supérieure». Ces termes étaient utilisés à la place de «lutte armée» afin d'éviter des poursuites et des condamnations des tribunaux colonialistes pour «atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat» colonial en vertu de l'article 80 du code pénal français.

En quoi donc peut-on parler de surprise ? Certes de nombreux Algériens s'interrogeaient si le moment avait été bien choisi ? Sans doute l'une des raisons de leurs interrogations était la crise profonde qui venait de diviser les rangs du MTLD, le plus influent et organisé des partis du mouvement de libération nationale.

La désunion régnait également entre les différentes forces politiques du mouvement de libération nationale. Tout cela pouvait être un handicap sérieux à la conduite de la lutte pour l'indépendance. Cependant d'autres facteurs allaient contribuer à le surmonter.

Craignant malgré tout le soutien populaire qui pouvait être apporté, en armes et autres moyens matériels et financiers, à l'ALN dont elle était dépourvue au début de l'insurrection, le système colonial s'est engagé aussitôt avec son obstination coutumière dans une large campagne répressive essentiellement dirigée dès les premiers mois de la guerre contre les couches laborieuses des villes et des campagnes et les militants de tous les partis composant le mouvement de libération nationale.

Loin d'être intimidés par cette répression, les couches populaires du pays et les militants appartenant aux différents partis du mouvement de libération nationale, contrairement aux calculs du système colonial, se sont alors engagés de plus en plus dans le combat actif contre le colonialisme. Ils ont rejoint les rangs des groupes armés, les ont soutenus en les informant sur les mouvements et les activités des organes répressifs du système colonial tout en leur apportant une aide matérielle et financière dont ils avaient grand besoin. Ce soutien populaire dont le couronnement fut marqué par les grandes manifestations populaires de décembre 1960 et de juillet 1961 fut décisif pour imposer la négociation après environ huit années de luttes.

De son côté, à la veille du premier novembre 1954, le Parti communiste algérien s'était renforcé grâce à son action anticolonialiste et anti-impérialiste et sa politique et ses efforts constants en faveur de l'union de toutes les forces nationales. Son implantation parmi les couches populaires du pays et son audience y compris dans les rangs des deux autres partis nationalistes (MTLD et UDMA) et de l'Association des Oulémas s'était élargie. C'est pourquoi, même s'il n'avait pas été associé à l'organisation de l'insurrection du premier novembre, sa première réaction fut réaliste même si elle a pu comporter certaines insuffisances.

Elle se référait à la fois sur l'aspiration profonde d'une large majorité des Algériens à l'indépendance et en même temps prenait en compte le niveau d'organisation et la possession de moyens matériels nécessaires insuffisants pour mener la lutte armée combinée aux autres formes de lutte. C'est pourquoi, pendant toute une période, de novembre 1954 jusqu'à septembre 1955, date de son interdiction, le PCA s'efforcera d'utiliser les moyens légaux encore existants pour élargir et renforcer la lutte sous toutes ces formes.

Dans son ouvrage «l'Algérie en guerre», Mohamed Teguia, ancien officier de l'A.L.N., écrit ce qui suit à propos de la déclaration du Bureau politique du PCA, en date du 2 novembre 1954 : «En fait, dans les limites d'une déclaration légale, le PCA a rapidement apporté son soutien au FLN (et il a été le seul, en tant que parti à le faire officiellement) dans cette déclaration, même si certains passages sont ambigüs, comme celui qui faisait référence à des négociations «qui tiendraient compte des intérêts de la France».

Mais ces termes là sont employés dans la proclamation du premier novembre 1954 du FLN et repris plus tard par le FLN dans la perspective des négociations.» Il écrit encore : « Si le PCA ne se décide à s'engager officiellement dans la lutte armée que lors de la réunion de son comité central du 20

juin 1955, il aura auparavant mené de front plusieurs luttes légales combinées à des démarches à caractère secret sur les lieux des combats, notamment dans l'Aurès pendant que ces cellules sont préparées dans diverses régions (Mitidja, Chelif, Tlémcenois) pour le passage éventuel à la lutte armée, le contact était recherché avec le FLN depuis novembre 1954.»

Après avoir rappelé la visite faite dans les Aurès, en février 1955, par une délégation du PCA composée de Rachid Dalibey, membre du Bureau Politique, Alice Sportisse, député, René Justrabo (délégué à l'Assemblée Algérienne), Azzedine Mazri, le docteur Camille Larribère, Laïd Lamrani, bâtonnier de l'ordre des avocats de Batna et Mohamed Guerrouf (les six étaient membres du comité central du PCA), Mohamed Teguia écrit encore : «Guerrouf avait pris des contacts dès le mois de novembre 1954 avec des responsables (dont Ben Boulaïd Mostefa) et combattants de l'ALN de l'Aurés, parmi lesquels s'étaient engagés les paysans communistes de cette région, notamment Hamma Lakhdar, responsable de la section communiste d'El-oued, qui dirigeait une katiba» qui selon Soustelle (gouverneur général de l'Algérie à l'époque) a été «anéantie avec son chef le 18 août 1955 à Guemar dans les oasis du Souf.»

Mohamed Teguia poursuit : «Les paysans communistes de l'Aurés qui rejoignirent l'ALN se comptaient par dizaines sur les centaines d'adhérents du parti dans la région de M'Chounéche, Tadjemout, de Zelatou, du Souf. Un ancien mineur communiste, Sadek Chebchoub, recherché à la suite d'une grève meurtrière à la mine d'Ichmoul tenait le maquis depuis 1947.»

Il est utile de préciser que cet engagement des paysans communistes à la lutte armée au lendemain du premier novembre 1954, fait suite à une décision de la direction du PCA fixant un pourcentage de ses effectifs qui devait rejoindre l'ALN dans les zones où elle activait.

AJOUTONS D'AUTRES FAITS QUI MÉRITENT D'ÊTRE ÉGALEMENT SIGNALÉS.

En mai 1955, après l'arrestation de notre camarade Ahmed Keddar, dirigeant de la section communiste de Duperré (aujourd'hui Aïn-Defla) et membre de son comité central, une marche de protestation vers Miliana pour exiger sa libération, organisée par le PCA, mobilise des fellahs de la région et les mineurs du Zaccar. Des heurts avec la police se produisent et de nombreux manifestants sont blessés.

Mais le commissaire de police Giscard qui dirigeait la répression de la manifestation est enlevé par les manifestants. Le militant communiste de la section du PCA de Duperré, Ahmed Ben Djilani Embarek dit Zendari au maquis, futur capitaine de l'ALN, est l'auteur de l'enlèvement de ce commissaire, à la suite duquel il rejoignit le maquis. Il tombera au champ d'honneur le 7 janvier 1961.

Par ailleurs, n'est-ce pas le colonel de l'ALN Dehilés Slimane dit Si Sadek qui rappelait dans une évocation du premier novembre 1954 le rôle joué par le quotidien «Alger républicain» dirigé par des communistes qui, avant son interdiction en septembre 1955, informait, malgré la censure, les maquisards de toutes les actions armées qui se déroulaient sur le territoire. Ce quotidien avait partiellement joué un rôle de coordination avec la diffusion de ces informations utiles aux moujahidines et à leurs chefs pour leur combat.

De son côté l'émission radiophonique des trois partis communistes du Maghreb qui se trouvait à Budapest (capitale alors de la République Populaire de Hongrie) après avoir diffusé l'appel du FLN du premier novembre 1954, relatait chaque jour sur ses ondes, en leur donnant la priorité, les actions armées menées sur le territoire national.

Ce rappel de quelques exemples sur l'attitude des communistes algériens et de leur parti, au lendemain du premier novembre n'a pas pour objectif de surestimer leur rôle dès les premiers jours et mois du déclenchement de la lutte armée qui fut l'oeuvre de militants nationalistes du MTLD qui ont réussi a rassembler dans et autour du FLN et de l'ALN toutes les forces politiques du pays (nationalistes, communistes et patriotes sans parti).

Il a pour objectif de rappeler la vérité historique souvent déformée par ceux qui, par anticommunisme de classe ou guidés par des préjugés d'un autre âge, ont voulu effacer cet apport des communistes à la lutte libératrice.

Ce que condamne Slimane Chikh, historien et enseignant, qui dans son ouvrage «l'Algérie en armes» a écrit : «Le tribut payé par le PCA au cours de la lutte de libération nationale est assez lourd. Le pouvoir colonial ne l'a pas épargné.»

William SPORTISSE
ancien dirigeant du
Parti communiste algérien

HOMMAGE

VILLE DE Gennevilliers CHANDON-BRENU

"La ville de Gennevilliers et son maire Patrice Leclerc ont rendu hommage à Mehdi Ben Barka, le leader progressiste marocain et internationaliste enlevé et assassiné à Paris il y a 49 ans. Une allée portera dorénavant son nom dans cette ville ouvrière .

Ce rassemblement d'hommage s'est déroulé en présence de la famille de Ben Barka, son épouse et ses enfant qui ne cessent d'agir pour connaitre toute la vérité et obtenir justice pour ce crime d'État où sont impliqués les plus hautes autorités françaises et marocaines."

LIBERTÉ IMMÉDIATE POUR WAFAA CHARAF

Wafaa Charaf a été arrêtée et mise en détention préventive le 9 juillet 2014 à Tanger.

Elle avait déposé plainte contre X le 27 avril 2014 pour enlèvement séquestration et menaces qu'elle avait subis à l'issue d'un rassemblement de soutien aux membres du bureau syndical de la multinationale Greif licenciés pour avoir créé une section syndicale.

Elle a déclaré avoir été séquestrée plusieurs heures, questionnée sur ses activités militantes et insultée, avant d'être abandonnée hors de la ville de Tanger. De victime, Wafaa deviendra une accusée. Comme sa famille et ses camarades ,elle sera convoquée plusieurs fois par semaine au commissariat et harcelée de questions alors que la police n'avançait pas sur l'identité des responsables de l'enlèvement de Wafaa .

Le 11 août, Wafaa a été condamnée à un an de prison ferme et à 1000dh d'amende et 50 000dh (5000€) de dommages pour « mensonges et diffamation », au cours d'un procès inéquitable alors que le militant Boubker Khamlichi,ex-detenu politique accusé de complicité avec Wafaa est acquitté. Wafaa fera appel. Le procès en appel sera reporté 3 fois et le tribunal doublera la peine de Wafaa qui sera condamnée à deux ans de prison tandis que Bouker sera condamné à un an avec sursis. Les amendes et dommages maintenus.

Rappelons que la jeune femme de 26 ans est une militante active au sein de la jeunesse de la Voie Démocratique, du mouvement du 20 Février et de l'Association Marocaine des Droits Humains. Elle a participé à plusieurs réunions et sit-in de soutien aux ouvriers et ouvrières de la zone Franche de Tanger. Elle est membre du réseau de soutien aux migrants subsahariens réprimés par les forces de police marocaines.

L'arrestation de Wafaa à Tanger n'est pas due au hasard. La Zone franche bénéficie d'exonération de charges fiscales et sociales : The «Tangier Free Zone» (TFZ) confère aux opérateurs des avantages exceptionnels, notamment la dispense du régime de contrôle du commerce, l'exonération de tous les droits et taxes ainsi que des procédures douanières spéciales. La zone franche de Tanger est classée par le Financial Times parmi les six meilleures zones mondiales du point de vue des multinationales et elle emploie près de 45.000 personnes dont une majorité de femmes dans des conditions précaires.

Ainsi Wafaa a été enlevée, incarcérée puis condamnée, car elle est coupable de solidarité avec des syndicalistes et défend les droits des salariés. Wafaa paye le prix fort de son engagement pour les droits des ouvriers et pour la démocratie et la liberté d'expression au Maroc.

Le procès de Wafaa est un procès politique. Il met en évidence la complicité entre les autorités marocaines et les grands groupes industriels qui veulent faire taire la voix des défenseurs des droits des travailleurs. Il s'inscrit dans un contexte marqué par la répression sauvage des militants et de tout citoyen épris de justice et de liberté. Il montre le vrai visage du régime marocain que le gouvernement et les médias en France voudraient présenter comme « une exception dans la région ». Force est de constater que les autorités persistent dans leurs pratiques de non respect des droits humains, droits des femmes et droits syndicaux.

Le Maroc se prépare à accueillir le forum mondial « des droits humains » à Marrakech du 27 au 30 Novembre 2014. Un décor pour cacher de terribles réalités. À l'étranger il essaye de redorer son blason et s'acheter une virginité à grand renfort de publicité et organise des événements politiques et culturels en Europe et au niveau mondial.

Wafaa Charaf et Boubker soutenus par leurs avocats bénévoles, se sont pourvus en cassation pour dénoncer l'iniquité de ce jugement. Wafaa continue de clamer haut et fort son innocence, de dénoncer son enlèvement. Elle renouvelle clairement sa quête de vérité sur son enlèvement et sur l'identité de ses ravisseurs.

Des dizaines de personnalités, organisations et d'anonymes ont signé l'appel international pour la libération de Wafaa Charaf. Nous continuons à le faire signer, à lui écrire et à réclamer sa relaxe, l'arrêt de la criminalisation de l'engagement politique au Maroc.

Nous exigeons la libération immédiate de Wafaa en attendant le pourvoi en cassation,la relaxe de Wafaa et de Bouker.

Continuons à faire connaitre les atteintes aux libertés fondamentales au Maroc, à dénoncer l'impunité des tortionnaires et la libération de tous les détenus d'opinion.

Pour l'Appel international pour la libération de Wafaa.

contact,
ailes femmes du Maroc :
ailesfm@gmail.com

HOMMAGE

YASSER ARAFAT, LES 10 ANS DE LA DISPARITION D'UN GRAND DIRIGEANT

Yasser Arafat s'est battu toute sa vie pour la reconnaissance d'un Etat palestinien. 10 ans après sa mort, et alors que les bombes frappent toujours et encore en Palestine, son combat reste plus que jamais d'actualité.

Le 11 novembre 2004, il y a tout juste 10 ans, disparaissait, à Paris, Yasser Arafat. Le dirigeant de l'OLP avait su unir le peuple palestinien dans sa lutte pour ses droits, pour l'instauration d'un état libre et souverain.

Yasser Arafat représente les Palestiniens dans les différentes négociations de paix et signe notamment les accords d'Oslo en 1993. Homme de conviction et de dialogue, il reçoit le prix Nobel de la paix en 1994 avec Shimon Peres et Yithzak Rabin et devient le premier président de la nouvelle Autorité Palestinienne en 1996. Son action a rendu incontournable l'exigence de la reconnaissance de l'État palestinien mais s'est heurtée et se heurte encore à l'impunité des gouvernements israéliens successifs.

Menacé de mort par Israël, il a vécu deux ans de siège extrêmement difficile dans les bureaux de la Mouqataa, isolé, tout autour ayant été détruit par l'armée Israélienne. Il y tombe malade et après de longues négociations est autorisé à partir se soigner en France, il décède 3 semaines plus tard à l'Hôpital de Clamart.

Les médecins ne peuvent établir la cause de son décès : il n'y a pas eu à sa mort d'autopsie. Les rumeurs circulent : sida, cirrhose, assassinat... Les soupçons d'empoisonnement sont relancés en 2012 par la découverte de quantité anormale de polonium 210 sur ses vêtements, de nouvelles analyses réalisées en 2012 par des chercheurs suisses, russes et français aboutissent à des conclusions contradictoires. Dix ans plus tard les circonstances de son décès restent à éclaircir.

Dix années pendant lesquelles Israël a continué ses politiques d'extension massive des colonies, de détentions arbitraires, la construction du mur de la honte tout en sabotant les négociations de paix. Mais rien, pas même les offensives militaires comme « bordure protectrice » n'entamera la volonté du peuple palestinien ni ne brisera sa résistance.

Dix années qui isolent Israël inexorablement. Le conseil de sécurité du mercredi 29 octobre a condamné unanimement, y compris les États-Unis, le nouveau plan d'expansion des colonies à Jérusalem. Sans, malheureusement, prendre de sanctions concrètes. Sodastream sous la pression du mouvement international BDS va fermer son usine en Cisjordanie. Après la reconnaissance de l'État palestinien par la Suède et les votes en ce sens des parlements du Royaume-Uni et de l'Irlande, ce sera peut-être le tour de l'Espagne dans les jours prochains. Sénateurs écologistes et députés communistes Front de gauche ont déposé cette semaine des motions dans leurs assemblées pour obliger la France à se prononcer.

Dix années pendant lesquelles la solidarité internationale n'a pas baissé les bras et, même, a grandi. Le Parti Communiste y prend toute sa place et notamment dans la campagne pour la libération de Marwann Barghouthi et de tous les prisonniers politiques. Marwann Barghouthi… celui-là même qui, de sa prison, avait retiré sa candidature lors des élections suivant la mort d'Arafat pour sauvegarder l'unité palestinienne et qui reste aujourd'hui un des dirigeants faisant l'unanimité de ce peuple.

Dix ans plus tard, alors qu'à cette heure Israël multiplie les provocations et les actes guerriers, il est plus qu'urgent que la communauté internationale prenne ses responsabilités, condamne le gouvernement israélien et qu'enfin, soient mises en œuvre les résolutions de l'ONU.

Raphaëlle Primet
collectif Palestine

AMÉRIQUE DU NORD

ÉTATS-UNIS, 70 MILLIONS DE VOTANTS ET 4 MILLIARDS DE DOLLARS DE PROPAGANDE.

Les Républicains sont désormais majoritaires au Sénat et à la Chambre des représentants des États-Unis. Ils sont également majoritaires à la tête des États de la Fédération.

Au Sénat, selon les décomptes connus au lendemain du scrutin de mi-mandat, ils ont pris sept sièges aux démocrates et en occupent 52 sur les cent qui composent la haute assemblée. L'objectif que s'était fixé l'appareil républicain pour la Chambre des représentants – 234 sièges sur les 435 – était pratiquement atteint mercredi matin avec déjà 11 sièges pris aux démocrates sur les 12 prévus.

Dans quelles conditions ? Rappelons qu'uniformément, chaque État, quelle que soit sa population est représenté par deux sénateurs (à deux exception près). Ainsi, la Californie avec ses près de 40 millions d'habitants est représentée par deux sénateurs comme l'est le Wyoming avec ses 600.000 résidents. A cette disproportion, il est nécessaire d'ajouter, en ce qui concerne l'élection de la Chambre des représentants, le charcutage électoral.

Du fait des mouvements de population, il s'agit de redécouper les circonscriptions à près de 30% pour chaque scrutin national. Ce « travail » est effectué à discrétion par les gouverneurs, au point que selon un adage connu, « c'est l'élu qui choisit ses électeurs »...

Il est un autre adage révélateur de la profonde crise démocratique états-unienne : « plus on est riche, plus nombreux on est à voter ». Il n'y a pas de code électoral aux États-Unis, chaque État fixant ses propres règles. Les pères fondateurs du pays n'avaient pas jugé utile d'y réfléchir ; pour eux, il allait de soi que seuls les propriétaires blancs et masculins avait « naturellement » le droit de voter. En vertu d'une quasi-sacralisation de la Constitution, tenant lieu de bible doctrinale, aujourd'hui encore, outre les quelque 3 millions de détenus auxquels s'ajoutent (selon les États) nombre des plus de 2 millions de « libérés sur parole », n'ont pas le droit de voter.

Il n'existe pas de carte d'électeur et les listes électorales sont renouvelées à plus de 30% pour chaque scrutin. Il n'existe pas de carte d'identité et une faible minorité d'États-uniens possède un passeport. Prouver son identité demeure de ce fait très aléatoire : soit le plus souvent le permis de conduire ou la carte d'assurance de santé... Ceux qui en sont dépourvus - les plus pauvres, et donc surtout les Africains-américains et les Latino-américains - ne peuvent donc pas voter. Dans 22 Etats, tous tenus par des républicains, des restrictions « légales » ont été instaurées, comme l'obligation d'une pièce d'identité munie d'une photo. Au Texas, par exemple, une nouvelle loi électorale approuvée par la Cour suprême, va priver de fait du droit de vote 600.000 citoyens sur 13,6 millions d'électeurs potentiels.

On ne connaît pas encore le taux de participation. Il sera sans doute en-dessous des 40% des inscrits (soit environ 150 millions d'inscrits sur près de 210 millions de citoyens ayant théoriquement le droit de vote). De sorte qu'à peine 70 millions de citoyens états-uniens auront décidé du sort de leur pays !

La complexité du scrutin – il arrive parfois qu'il faille plus d'une demi-heure pour remplir correctement son bulletin de vote (gouverneur, parlement, juges, procureurs, chefs de la police, directions des établissements scolaires, référendum divers..) - accroît encore les difficultés pour les couches les plus pauvres et donc les moins éduquées.

Ainsi, selon un sondage récent, ce sont les électeurs au niveau de vie le plus élevé qui disent majoritairement vouloir voter (près de 80%), contre à peine 20% des plus pauvres.

Autre facette de la crise de démocratie : les votes sont achetés à des prix faramineux. On atteindra sans doute la somme de 4 milliards de dollars de financement des campagnes des deux partis. La nouvelle règle récemment confirmée sous le nom de « Citizens United » par la Cour suprême ouvre le « droit » de financer, sans restriction aucune, tel ou tel candidat. Ce qui a permis à des oligarques, de grands groupes financiers spéculatifs de « soutenir » leurs candidats. Démocrates comme républicains ont bénéficié de ces subsides, sous forme essentiellement de plusieurs centaine de milliers de publicités audio-visuelles – une indigestion de propagande incitant aussi au dégoût des politiciens qui submerge le pays. Parmi les spots les plus remarqués, citons celui de la fraîchement élue sénatrice républicaine de l'Iowa, Joni Ernst, «mère, soldate et républicaine» affirmant savoir castrer les porcs et vouloir en faire autant avec « ces budgets (sociaux – ndlr) de Washington ».

La communication-propagande de nos médias, reprenant celle diffusée aux Etats-Unis, prétend que la crise est finie : la preuve étant que la croissance y sera de 3,5% cette année et que le chômage y est au plus bas – environ 6%. En fait, les 1% les plus riches ont capté près de 95% de la croissance ces dix dernières année alors que l'endettement privé (plus de 1.000 milliards de dettes des étudiants, par exemple, et une somme deux fois plus élevée quant aux cartes de crédit). Le taux officiel est un leurre : outre les emplois précaires et/ou le travail au noir et de plus de 50% de sans-emploi ayant renoncé à s'inscrire comme demandeurs d'emploi, le taux réel de chômage se situe entre 15 et 20%.

On constate ainsi une conjonction mortifère entre le rejet de « la politique », des « politiciens » de Washington, de l'aggravation inconnue depuis les années 1920 des inégalités – et la structure même de la démocratie états-unienne. Comme le rappelle Mark Kesselman de l'Université Columbia « la Constitution a été conçue pour mettre des obstacles à l'action de l'État fédéral ». Dans le même temps, l'obligation du consensus est institutionnalisée. Sans accord des trois « piliers » du pouvoir – Sénat, Chambre des représentants, président – aucune grande décision ne peut se prendre. Les deux chambres sont totalement indépendantes l'une de l'autre et le Président, n'a que le « pouvoir de convaincre », de gouverner par décret – ou d'opposer son veto. La situation de fait est presque identique à celle qui précédait le scrutin : pour toute décision d'importance, il faut le vote d'au moins 60

sénateurs.

On peut donc s'attendre à la continuation – avec sans doute plus de brutalité due à la pression des républicains – des orientations de politique intérieure, d'autant plus que Barak Obama s'est fait le grand-prêtre du consensus. Dans le domaine de la politique extérieure, on s'achemine vers une accélération des pressions en vue de la conclusion des traités trans-atlantique et trans-pacifique. La pression sur l'Europe en vue d'un renforcement des budgets de l'Otan et d'une opposition à la Russie devrait s'alourdir. Qua nt aux conflits des Proche et Moyen Orient, la peur du « terrorisme » ranimée dans l'opinion publique va conduire à une implication militaire croissante, au risque de retomber dans les ornières des guerres d'Irak et d'Afghanistan...

Le décalage entre les aspirations de la population et les pouvoirs est devenu explosif aux États-Unis. Et, comme ailleurs dans le monde, la vie nouvelle pourra jaillir du peuple : le combat du mouvement « Occupy » de Wall Street, même s'il est retombé faute de répondant politique, a semé des graines idéologiques vivaces de refus de la domination des plus riches et des inégalités : les grèves (refusant toute ségrégation) pour le doublement du salaire minimum (actuellement environ 7,5$) dans le secteur de la distribution, malgré les lourdes atteintes au droit syndical, en sont un exemple encourageant. A nous de leur apporter notre solidarité.

Michel Muller
Commission relations internationales

AFRIQUE

CÔTE D'IVOIRE : MOBILISATION POUR LA LIBÉRATION DE SAMBA DAVID

L'arrestation de Samba David et de trois de ses camarades, animateurs des Indignés de Côte d'Ivoire, avait pour but de les faire taire et de les intimider. Cet épisode peu glorieux du pouvoir ivoirien témoigne d'une certaine fébrilité au lendemain de la chute de Compaoré. C'est ce qu'a pointé le PCF en exprimant sa désapprobation. Cette expression a été largement diffusée dans la presse ivoirienne et a contribué, aux côtés d'une importante campagne de mobilisation en Côte d'Ivoire, à la libération des jeunes emprisonnés.

PCF // ARRESTATION DU RESPONSABLE DES INDIGNÉS DE CÔTE D'IVOIRE : LE RÉGIME OUATTARA DANS LES PAS DE COMPAORÉ

Samedi 1er novembre au matin, Samba David, coordonnateur de la Coalition des Indignés de Côte d'Ivoire, a été arrêté avec trois de ses amis, passé à tabac puis amené au commissariat par les forces armées ivoiriennes. Cela est arrivé alors qu'il s'apprêtait à prendre la parole à un meeting prévu et autorisé par le maire de la commune de Yopougon, puis interdit à la dernière minute par le ministère de l'intérieur pour raison d'instabilité au Burkina-Faso voisin selon les responsables de la police présents. Ces brutalités et arrestations arbitraires, notamment envers des acteurs politiques et du mouvement social, sont malheureusement monnaie courante en Côte d'Ivoire. Dans ce pays il y a des centaines de personnes en détention ou en liberté provisoire pour des raisons politiques.

Au regard du très important mouvement populaire et social en cours au Burkina Faso qui a fait chuter Blaise Compaoré et dans lequel le « Balai Citoyen » est pleinement partie prenante, l'arrestation du dirigeant des Indignés de Côte d'Ivoire prend un relief particulier.

Le pouvoir d'Alassane Ouattara doit immédiatement libérer Samba David et plus généralement tous les prisonniers d'opinion.

A l'heure où le peuple burkinabé tente de se débarrasser du joug des forces de la réaction, le pouvoir ivoirien serait bien inspiré de changer d'attitude et de politique au lieu de continuer de prendre des mesures liberticides et de servir de lieu de refuge à l'ancien autocrate et déstabilisateur d'Afrique de l'Ouest, Blaise Compaoré. La présence de ce dernier risque fort d'être perçu en Côte d'Ivoire comme au Burkina Faso comme un facteur de déstabilisation pour les deux pays.

COMMUNIQUÉ DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS 3 NOVEMBRE 2014

CHUTE DE COMPAORÉ, UN ESPOIR POUR LE BURKINA ET POUR L'AFRIQUE

Les événements au Burkina, dont le plus marquant, la chute de Compaoré sous la pression populaire, pourraient signer un jour nouveau pour l'Afrique.

Après 27 ans de pouvoir autocratique, Blaise Compaoré vient d'être littéralement balayé. Son entêtement à s'accrocher au pouvoir lui aura été fatal. Son sentiment d'impunité et de toute puissance l'a aveuglé jusqu'au bout. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir été prévenu ; même certains parrains de la Françafrique l'avaient alerté. Malgré le soutien de forces réactionnaires, tant au Burkina qu'à l'extérieur du pays, il a été contraint à la démission.

LE PEUPLE A FAIT PREUVE D'UN GRAND COURAGE.

Il en paie le prix, plusieurs dizaines de manifestants sont tombés sous les balles assassines, de nombreux blessés sont à déplorer.

Cette insurrection est le fruit d'une très longue prise de conscience, d'un sentiment de ras-le-bol, particulièrement chez les jeunes. Depuis plus d'un an, les manifestations organisées par l'opposition politique et la société civile n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Avec une revendication commune, le refus de toute modification de l'article 37 de la constitution qui aurait permis à Compaoré de se maintenir au pouvoir à vie.

Dans cette séquence, tout s'est joué le 28 octobre lorsqu'une marée humaine a envahi la capitale Ouagadougou et les villes de province. Au-delà de la société civile, le peuple lui-même est descendu dans la rue. Plus rien n'aurait pu faire obstacle. Le 30 octobre, les burkinabés ont investi les lieux du pouvoir, en premier lieu l'Assemblée nationale, au moment même où le régime tentait de réunir et de corrompre les députés pour tripatouiller la constitution.

LA FRANÇAFRIQUE ET SON AMI ENCOMBRANT

Le 31 octobre, les réseaux Françafricains ont été actionnés, non plus pour sauver le régime mais pour sauver le « soldat Compaoré ». Épisode ubuesque où un appareil de l'armée française a amené le président déchu à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Comme s'il était toujours chef de l'Etat Burkinabé, il a été accueilli avec ses hommes de main et son proche entourage, par son ami le président ivoirien Alassane Ouattara. Confortablement installé à la Villa des Hôtes, palais construit en son temps par Houphouët-Boigny pour l'accueil de Giscard d'Estaing, cette présence aux frais du contribuable ivoirien n'est pas sans poser problème. Tout d'abord parce que c'est la confirmation - dérangeante - qu'Alassane Ouattara doit tout à Compaoré. Il lui renvoie l'ascenseur, en particulier pour son soutien à la rébellion ivoirienne depuis 2002 qui a été un des principaux facteurs pour affaiblir puis renverser avec l'appui décisif du pouvoir français de Sarkozy, le président Laurent Gbagbo en 2011, alors qu'une solution politique était possible.

Compaoré est un ami, mais un ami encombrant. Qu'en sera-t-il d'ailleurs si demain il est poursuivi pour ses multiples crimes par la justice burkinabé, africaine ou internationale ?

En outre, il est évident que Compaoré dont le retour au pays est exclu cherchera à réaliser ce qu'il sait le mieux faire : mettre le chaos dans les pays voisins. En l'occurrence, après avoir déstabilisé la Côté d'Ivoire depuis le Burkina, il pourrait faire l'inverse. A terme, sa présence ne tient donc pas. Il devra – le plus tôt sera le mieux – trouver refuge ailleurs. Sa place étant dans un box des accusés.

Il est nécessaire de faire éclater la vérité concernant les crimes commandités par Blaise Compaoré au Burkina et dans la sous-région. Cela vaut bien sûr pour l'assassinat de Thomas Sankara ou Norbert Zongo. Mais aussi pour les responsabilités dans les crimes, trafics, et manœuvres de déstabilisation sur le continent, qui au-delà de la Côte d'Ivoire ont eu des effets meurtriers notamment en Angola, Sierra Leone ou au Liberia.

Des instruments pour cela existent en Afrique. Il y a la justice burkinabé, il y a aussi la Cour de Justice de la CEDEAO ou la Cour Africaine des droits de l'Homme et des peuples dont le protocole a été adopté le 9 juin 1998 à... Ouagadougou. Des ONG et des citoyens peuvent y déposer des plaintes. Si ces instances s'avèrent inopérantes, il y a aussi la CPI. Mais cette dernière est soumise aux desiderata de grandes puissances, dont la France, et s'inscrit de plus en plus dans une logique de justice des vainqueurs. En aucun cas le pouvoir français ne devra jouer un rôle d'obstruction, ce qui est un véritable défi lorsque l'on sait que Compaoré a été pendant 27 ans le pivot central de la Françafrique.

UN ESPOIR

Ce soulèvement représente un espoir pour les peuples d'Afrique et du monde. Il s'agit d'un avertissement pour les (nombreux) présidents africains qui modifient les constitutions à leur guise. Il est une démonstration – une de plus – de la capacité des mobilisations populaires à déplacer des montagnes. Une confirmation également que les luttes qui jalonnent toute l'histoire de la Haute-Volta devenue Burkina, ne sont pas vaines. Elles constituent un terreau fertile qui ne demandait qu'à fleurir, même après 27 ans d'une trop longue parenthèse.

La période de transition qui s'ouvre est un véritable défi. On le voit dans la séquence confuse qui a suivi la chute de Compaoré. Les diplomaties occidentales, États-Unis et France en têtes sont à la manœuvre, dans un jeu régional singulier. Les piliers du régime militaire et du clan de l'ancien pouvoir voudraient garder la main. Une grande responsabilité repose sur les épaules des Burkinabés pour écrire, avec la plus grande vigilance, une nouvelle page de l'histoire du « pays des hommes intègres ».

Le défi est immense tant le Burkina était tenu d'une main de fer, via des institutions et un système politique gangrenés. Depuis le 31 octobre, on en découvre chaque jour un peu plus sur les pratiques du parti CDP au pouvoir, qui dispose d'un trésor de guerre pour acheter littéralement les élections. Un système mafieux qui avait permis à Compaoré de se faire « réélire » en 2010 avec plus de 80 % des voix, avec la bénédiction de Paris. Il faudra donc du temps pour extirper ces pratiques, se doter d'institutions permettant de construire une alternative démocratique.

Dominique Josse
responsable collectif Afrique

AGENDA OCTOBRE / NOVEMBRE 2014

AFRIQUE

Mali

4 octobre : La Fondation Gabriel Péri a organisé au siège du PCF un colloque sur la situation au Mali, intitulé « Redéploiement de la présence française dans la région, un an après l'élection d'IBK, où va le Mali ? ».

11 octobre : Débat à Grygny, en présence de Philippe Riot, maire de Grigny, Issa N'Diaye, ancien ministre de l'Éducation du Mali, président du Forum civique, et Dominique Josse pour le collectif Afrique du PCF.

Afrique du Sud

24 octobre : Une délégation du Parti communiste Sud Africain (SACP) conduite par Blade Nzimandé, Secrétaire général du Parti, a été reçu par Pierre Laurent, Lydia Samarbakhsh et Dominique Josse. Cette importante rencontre a permis d'approfondir les relations entre les deux partis, d'échanger sur l'actualité et les luttes en Afrique du Sud - 5 mois après les élections - en France et au plan international. Une rencontre prometteuse qui en appelle d'autres.

Burkina Faso

27 octobre : Appel du PCF contre la modification constitutionnelle et le pouvoir à vie de Blaise Compaoré.

30 octobre : Communiqué du PCF « Blaise Compaoré chute. Stop au bain de sang ». Manifestation devant l'Ambassade du Burkina Faso en solidarité avec le peuple burkinabé, contre la répression. Prise de parole au nom du PCF de Catherine Belem, conseillère du 18e arrondissement de Paris.

AMÉRIQUE LATINE

Argentine

23 octobre: Michel Billout, sénateur communiste a rencontré Daniel Filmus, Secrétaire des Affaires relatives aux Iles Malouines de l'Argentine. L'ambassadeur de ce pays en France, Mme. Maria del Carmen Squeff, l'avocate Sophie Thonon ainsi que Eric Defouilloux et Obey Ament (PCF) ont participé à acette rencontre.

Colombie

23 octobre : Lydia Samarbakhsh et Obey Ament ont reçu au siège du PCF Jaime Caycedo, secrétaire général du Parti communiste colombien

Equateur

23 octobre : Lydia Samarbakhsh et Obey Ament ont rencontré l'ambassadeur de l'Equateur Carlos Jativa

Uruguay

23 octobre : Projection et débat au siège du PCF autour du film "Mujica, le pouvoir est dans le coeur" et des élections présidentielles en Uruguay avec la particpation de la realisatrice Lucia Wainberg et de Denis Merklen, directeur des publications scientifiques del'IHEAL

5 novembre : Obey Ament a participé au débat qui a suivi la présentation du fil "Mujica, le pouvoir est dans le coeur" au cinéma Saint des Arts à Paris

PGE

29 octobre : Obey Ament a participé au Groupe de travail Amérique latine-Caraïbes du PGE à athènes

ASIE

Vietnam

16 octobre : Pierre Laurent a rencontré M. Le Hong Anh, membre du Bureau politique et membre permanent du Secrétariat du Parti communiste vietnamien. Lydia Samarbakhsh, Jean-Charles Nègre et Denis Rondepierre ont participé à cette rencontre.

MAGHREB/PROCHE-ORIENT

Tunisie

9 octobre : Elections législatives. Soirée de présentation des candidats et des programmes des listes de gauche tunisiennes Front Populaire – Union pour la Tunisie – Al Jomourhi. Patrick Margaté représentait le PCF.

18 octobre : Meeting du Front Populaire à Paris avec Hamma Hamami, porte-parole. Pierre Laurent et Lydia Samarbakhsh représentaient le PCF.

Maroc

28 octobre : Inauguration à Gennevilliers d'une plaque en hommage à Mehdi Ben Barka, enlevé et assassiné en 1965, suivie d'un débat en présence de la famille et de Patrice Leclerc, maire de Gennevilliers et Jacques Bourgoin, maire-honoraire. Patrick Margaté représentait le PCF.

29 octobre : Rassemblement à Paris en hommage à Mehdi Ben Barka devant la Brasserie Lipp, lieu de son enlèvement il y a 49 ans. Patrick Margaté représentait le PCF.

Kurdistan

27 au 30 octobre : Pierre Laurent, accompagné de Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales, Danielle Lebail, responsable réseau PCF Kurdistan et Sylvie Jan, présidente de l'association France-Kurdistan, s'est rendu au Kurdistan turc pendant trois jours. Il a rencontré pendant ces trois jours les maires de Diyarbakir, Mardin, ainsi que des responsables du BDP, HDP et DTK. Il a également visité des camps de réfugiés. Il a renouvelé l'entière solidarité des communistes français à l'ensemble des interlocuteurs qu'il a pu rencontrer.

EUROPE

Espagne

11 octobre : Cérémonie en hommage aux Brigades internationales. Véronique Sandoval représentait le PCF.

PGE

31 octobre-2 novembre : Réunion du Bureau exécutif du PGE. Résolution : vers une nouvelle étape de luttes pour stopper l'austérité et pour la refondation sociale et démocratique de l'Europe.

Communiqués du PCF

Ukraine : Le PCF dénonce la volonté du président Porochenko d'éliminer les communistes ukrainiens

Turquie : le PCF condamne fermement l'acharnement à l'encontre du peuple kurde.

SECTEUR INTERNATIONAL DU PCF

placé sous la responsabilité de Lydia Samarbakhsh (lsamarbakhsh@pcf.fr),
membre de la Coordination nationale du PCF,
chargée des Relations internationales.

collectifs de travail

collectif Afrique
animé par Dominique Josse et Daniel Feurtet

commission Amérique latine
travail animé par Obey Ament

commission Asie
travail animé par Christiane Marcie et Dominique Bari-Vidal

Caraïbe-océan Indien
travail animé par Jean-Louis Le Moing**

commission Défense nationale, paix, désarmement et sécurité
travail animé par Yann Le Pollotec*, Laurent Pagnier et Mélanie Tsagouris*

collectif Europe
travail animé par Gilles Garnier**
avec José Cordon, Anne Sabourin (asabourin@pcf.fr), Christine Mendelsohn**

réseau PCF / Kurdistan
animé par Danielle Lebail**, Sylvie Jan, Pascal Torre

commission Maghreb – Proche et Moyen Orient
travail animé par Patrick Margaté, avec Meriem Derkaoui*, Latifa Madani*

collectif PCF-Palestine (collectif-palestine@pcf.fr)
Nathalie Lhopitault, Mathilde Caroly, Patrick Margaté, Raphaëlle Primet*, Sabrina Loumi, Renée Le Mignot

réseau Français de l'étranger
travail animé par Jérôme Marcuccini*

groupes de travail

Afghanistan
Christiane Marcie

Chine
Christiane Marcie, Dominique Vidal, Yves Serdenif, Géraldine Garcia, Igor Zamichiei*

Coopération internationale / coopération décentralisée
Marie-Hélène Chambrin

États-Unis
Géraldine Garcia

Europe centrale et orientale
Patrick Kamenka

Inde
Pierre Marcie

Laos
Philippe Rio

Solidarité avec le peuple sahraoui
Meriem Derkaoui*

Turquie
Pascal Torre

Vietnam
Paul Fromonteil, Christian Fohanno, Denis Rondepierre**.

(*) : membres du Conseil national du PCF

(**) : membres de l'Exécutif national du PCF

comité de rédaction de la LRI

Obey Ament // oament@pcf.fr
Marie-Hélène Chambrin
José Cordon // jcordon@pcf.fr
Daniel Feurtet
Olivier Fondriest // o.fondriest@free.fr
Sylvie Jan
Dominique Josse // djosse@international.pcf.fr
Jean-Louis Le Moing // jlemoing@pcf.fr
Yann Le Pollotec // ylp@pcf.fr
Nathalie Lhopitault
Christiane Marcie // international@pcf.fr
Pierre Marcie
Jérôme Marcuccini
Patrick Margaté
Marianne Parmigiani // mparmigiani@pcf.fr
Lydia Samarbakhsh**
Pascal Torre

Coordonné par
Olivier Fondriest // Marianne Parmigiani

2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris | 01 40 40 12 93

@pcf_monde
international.pcf.fr
facebook.fr/pcfmonde

parti communiste français // 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris